



# LE DEVOIR

## Minoritaire, mais stable

Paul Martin estime avoir un mandat populaire pour diriger le Canada

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Dur lendemain de veille électorale pour le Parti conservateur et le NPD, qui ont vu leurs objectifs respectifs partir en fumée hier soir à la faveur d'un Parti libéral plus fort que prévu. De son côté, un Paul Martin visiblement heureux d'avoir

sauvé les meubles a promis aux Canadiens «un gouvernement minoritaire stable» tout en estimant avoir «un mandat de la population» pour diriger le pays.

Les résultats finaux d'hier, qui accordent 135 sièges au PLC, 99 au PC, 54 au Bloc et 19 au NPD, empêchent le parti de Jack Layton de détenir la balance du pouvoir comme il le souhaitait ardemment.

L'espoir du NPD s'est volatilisé tard dans la nuit quand certaines circonscriptions chaudes ont basculé en faveur des conservateurs.

Une alliance formelle avec le NPD, à l'image du gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau en

VOIR PAGE A 8: MINORITAIRE

PERSPECTIVES

### Le début du casse-tête

Cela ne pouvait être plus serré ni plus compliqué. Pour les chefs, leur parti ou le gouvernement. Les libéraux ont beau avoir une bonne avance sur les conservateurs, ils ne pourront pas, même avec le NPD, dépasser le nombre de 154 sièges. Or on en compte autant quand on réunit les sièges du Parti conservateur, du Bloc québécois et du seul député indépendant, Chuck Cadman, un ancien conservateur désireux de retourner au bercail.



Manon Cornéliier

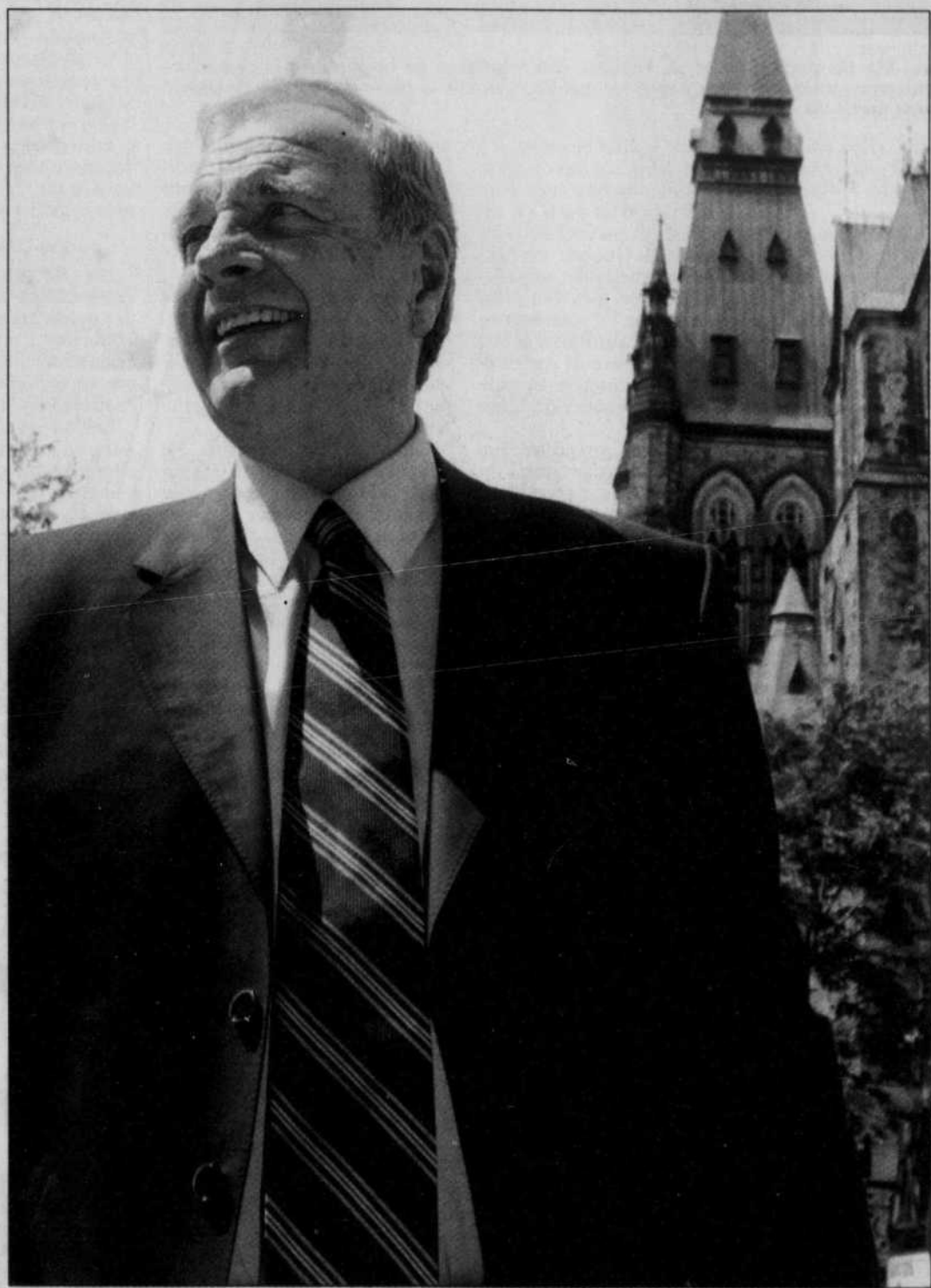
Paul Martin sera sur une véritable corde raide, au point où même le choix du président de la Chambre des communes deviendra un écueil monumental. Le premier ministre n'a plus le pouvoir de le choisir. Ce sont les députés qui s'en chargent et s'il fallait qu'un libéral ou un néo-démocrate soit élu, l'égalité des forces serait brisée.

Le chef libéral n'a pas l'habitude de ces situations qui demandent des tractations sans fin avec des adversaires politiques fort différenciés. Il a toujours été membre d'un gouvernement dépourvu d'opposition et si arrogant qu'il a fini par se faire qualifier de «dictature amicale».

M. Martin n'a pas à prouver dès maintenant qu'il peut garder la confiance du Parlement. La tradition veut qu'en cas de gouvernement minoritaire, le gouverneur général demande au premier ministre sortant, surtout s'il a obtenu le plus grand nombre de sièges, de tenter de former un gouvernement stable. Il n'a pas à en faire la démonstration tout de suite. Le vrai test survient quand le Parlement est rappelé. Là, les pièges apparaissent au détour de chaque projet de loi ou mesure budgétaire. C'est pour cette raison que Paul Martin doit démarrer rapidement les discussions avec les autres partis, question de présenter un discours du Trône dont les éléments essentiels peuvent être adoptés.

Les résultats de lundi obligeront le premier ministre à tenir compte de tous les partis et non d'un seul partenaire d'une éventuelle coalition. Qu'il le veuille ou non, les choses se discuteront dossier par dossier, comme l'ont prédit le Bloc, le PC et le NPD. M. Martin sait qu'il pourra compter sur les conservateurs dans des dossiers comme le bouclier antimissile ou encore la réduction de la dette. Par contre, il devra se tourner plus souvent vers le NPD et le Bloc québécois pour adopter des mesures plus progressistes, qu'il

VOIR PAGE A 8: CASSE-TÊTE



Rentré à Ottawa, Paul Martin a pris l'exemple des deux gouvernements minoritaires que Lester B. Pearson a dirigés pour illustrer sa propre capacité à bien gouverner en dépit de sa situation précaire.

JIM YOUNG REUTERS



Denise Filiatrault

## Le Rideau Vert mise sur des valeurs sûres

Denise Filiatrault accepte la direction artistique

STÉPHANE BAILLARGEON

Un punch comme les aime la «reine du timing». L'annonce de la nomination de Denise Filiatrault à la tête artistique du Rideau Vert a eu l'effet d'une bombe hier après-midi dans le hall du théâtre de la rue Saint-Denis, rempli de journalistes. La nouvelle a complètement éclipsé l'autre titularisation, celle de Lorraine Beaudry qui remplacera feu Serge Turgeon à la direction générale de l'établissement.

D'un côté, la grande dame des planches a tout ce qu'il faut — et plus encore — pour diriger cette vénérable institution quinquagénaire: un CV plus épais que le bottin des artistes, de la notoriété à revendre, des succès à la pelle, sur les écrans (la série télé *Moi et l'autre*, le film *Ci à ton tour, Laura Cadieux...*) comme sur les planches (*Les Fourberies de Scapin*, *Le Dîner de cons...*). C'est d'ailleurs Denise Filiatrault qui a dirigé le spectacle *Cabaret*, en reprise au Théâtre du Rideau Vert (TRV) en septembre, en lieu et place d'une saison régulière 2004-05. L'histoire personnelle de la comédienne la rattache également à l'établissement, puisqu'elle y a commencé sa carrière théâtrale en 1957 en plus d'y rabattre la création des mythiques *Belles-sœurs* de Michel Tremblay, une décennie plus tard.

D'un autre côté, la nomination d'une septuagénaire — même hyperactive et très créative — pour renouveler une institution en crise a peut-être de quoi étonner. Surtout que les réflexions préliminaires des six experts consultés au cours des dernières semaines par la direction allaient souvent dans le sens d'une mutation profonde de la maison verte. Éric Jean, le nouveau directeur du Théâtre de Quat'Sous, a par exemple suggéré d'accueillir au TRV des spectacles multimédias ou interdisciplinaires, où se «réfléterait le mélange actuel des arts et des cultures», histoire de drainer des nouveaux publics. «Le Rideau Vert n'est pas assez connu, même des gens du théâtre, sans parler des jeunes qui ne le fréquentent pas», déclarait-il au *Devoir* il y a deux semaines.

La principale intéressée répond que, justement, ce qu'elle veut, c'est créer un théâtre populaire sur le modèle développé en France par Jean Vilar dans les années 1950 et 1960. Elle rêve d'un théâtre «pour tout le monde, à la portée de tout le monde, pour un peuple qui n'est pas bête». Pour elle, l'avenir du Rideau Vert semble se dessiner dans ce qu'il a de meilleur et d'éprouvé,

VOIR PAGE 8: FILIATRAULT

Du théâtre pour tout le monde, pour le peuple qui n'est pas bête



- Duceppe entend reprendre là où il avait laissé. Page A 3
- Trois records pour l'électorat canadien. Page A 3
- Charest croit que les dossiers du Québec feront des progrès. Page A 2
- L'élection de Martin laisse les marchés boursiers sereins. Page C 1
- Le temps de la transparence. L'éditorial de Bernard Descôteaux. Page A 6

Le Devoir ne sera pas publié demain en raison du congé de la Fête du Canada.

INDEX

7	78313 00066 5	Annances..... B 4	Éditorial..... A 6
		Avis publics... C 6	Idées..... A 7
		Bourse..... C 2	Météo..... C 6
		Carrières..... C 5	Monde..... B 1
		Culture..... C 7	Mots croisés... C 6
		Décès..... B 4	Sports..... B 6
		Économie..... C 1	Télévision..... C 7



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Simplement jazz

SERGE TRUFFAUT

Ah! le jazz... À chaque édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM), le questionnement sur ce qu'il est revient inlassablement. Et comme l'air du temps est empreint d'écologie, ceux qui voudraient que le jazz soit autre chose que ce qu'il est formulent le tout à l'enseigne de la pureté. Bigre!

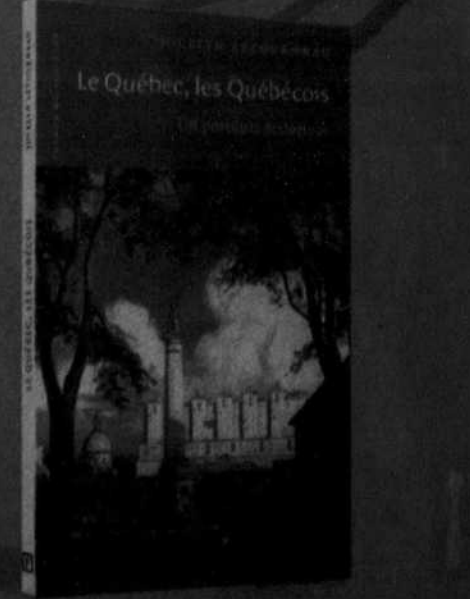
Paradoxalement, ceux qui militent pour cette autre chose voudraient que le jazz emprunte les signes distinctifs de cette autre chose. Soit son utilisation inflationniste de la technologie. Tenez, sur un album de cette autre chose «post-moderne-branchée-installation-sonore», on a noté qu'un des musiciens jouait du computer FX. Ses collègues? Du drum FX, du synthétiseur FX. Bref, le FX est en vogue. Passons.

Heureusement, si on ose aimer le jazz, soit l'accepter pour ce qu'il est sans exiger qu'il réinvente la roue chaque semaine qui passe, on trouvera toujours chaussure à son pied. Bien évidemment, la 25<sup>e</sup> édition qui s'amorce ne fait pas exception. Cela posé, on a retenu les noms suivants: Wynton Marsalis, Greg Osby, Kenny Garrett, The Bad Plus, Steven Bernstein, le Roomful of Blues, Charlie Haden avec Dewey Redman, et enfin Dave

Celui qui aime le jazz trouvera toujours chaussure à son pied

VOIR PAGE A 8: JAZZ

Une histoire surprenante de l'aventure québécoise



Jocelyn L. Tourneau  
LE QUÉBEC, LES QUÉBÉCOIS  
Un parcours historique

COLL. IMAGES DE SOCIÉTÉS  
COED. AVEC LE MUSÉE DE LA CIVILISATION  
128 PAGES • 19,95\$  
www.editions-fides.com



## ÉLECTIONS 2004

Réaction de Québec à l'élection fédérale

## Charest croit que les dossiers du Québec feront des progrès

ROBERT DUTRISAC

Québec — L'élection d'un gouvernement libéral minoritaire à Ottawa permettra au Québec de «faire des progrès importants» sur des questions qui font consensus ici, comme le déséquilibre fiscal et le financement fédéral dans le domaine de la santé.

C'est l'appréciation qu'a donnée, hier, le premier ministre Jean Charest, au lendemain de l'élection d'un gouvernement fédéral minoritaire. «Il y a un consensus plus fort pour aller vers un résultat que souhaite la population du Québec», a dit M. Charest au cours d'un point de presse.

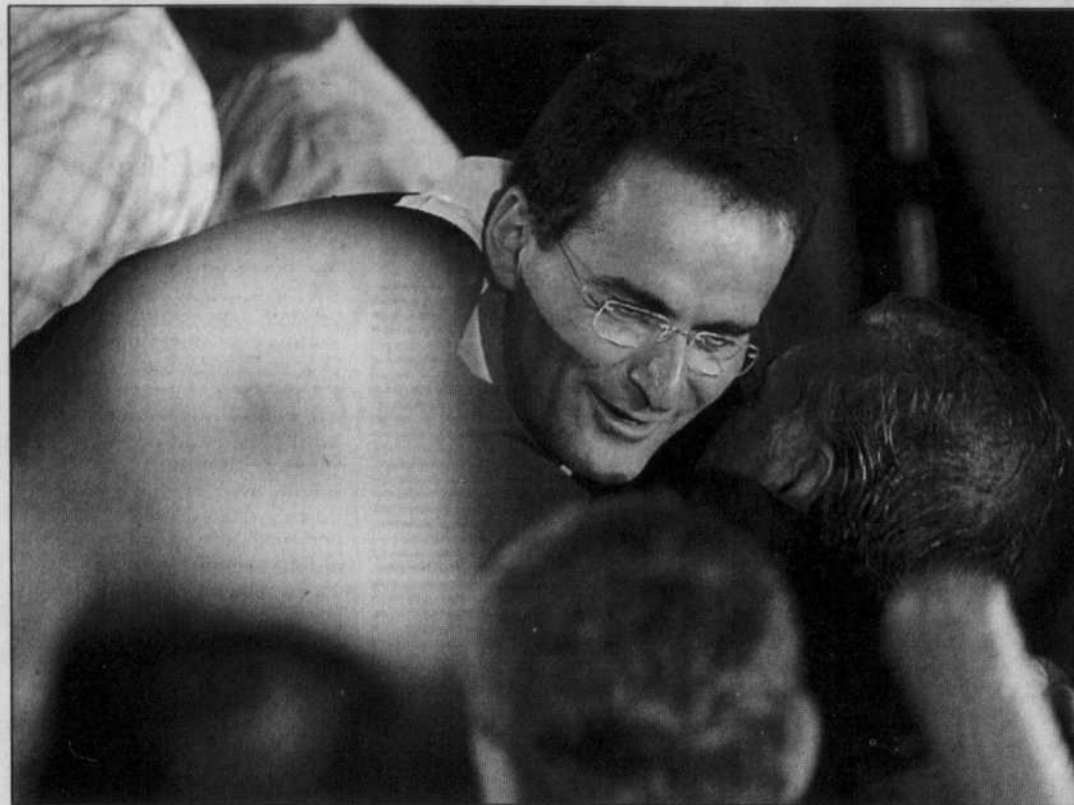
En intervenant durant la campagne électorale, le Conseil de la fédération a permis «des avancées qui sont très intéressantes, au point où M. Martin a reconnu qu'il y avait des pressions fiscales majeures» sur les provinces, a souligné M. Charest. Le premier ministre s'est réjoui des réponses qu'a données Paul Martin à la lettre que le Conseil de la fédération lui a adressée durant la campagne comme aux autres chefs de parti politique fédéraux.

## Pas plus ferme

Jean Charest n'entend pas se montrer plus ferme envers Ottawa. «La vraie fermeté, ça a été dans le geste posé par le Conseil de la fédération, qui est un geste sans précédent», a-t-il valorisé. «C'est la première fois dans l'histoire que les autres gouvernements [provinciaux] s'avancent», a relevé le premier ministre.

Dans la lettre qu'il a envoyée le 14 juin dernier au président du Conseil de la fédération, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard Pat Binns, Paul Martin promet de discuter cet automne d'un «projet national conjoint» pour résoudre le problème de ces pressions financières. Il s'est également dit prêt à les rencontrer en prévision du prochain budget fédéral.

Avec le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, M. Charest entend «garder les ponts de communication ouverts». Le premier ministre a d'ailleurs joint M. Duceppe par téléphone le soir des élections, comme il s'est entretenu avec M. Martin, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, et le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les choix de Paul Martin pour donner au Québec des ministres se limiteront à la région de Montréal. Son lieutenant québécois, Jean Lapierre, que l'on voit sur la photo le soir des élections, fera vraisemblablement partie du cabinet.

cratique, Jack Layton. «Tous ceux qui voudront aider le gouvernement du Québec sont les bienvenus», a-t-il dit.

Jean Charest n'a pas voulu commenter le choix de Québécois, qui ont envoyé 54 députés souverainistes à Ottawa alors qu'un gouvernement fédéraliste est à la tête du Québec. Il a rappelé que M. Duceppe avait affirmé à plusieurs reprises que la souveraineté n'était pas un enjeu des élections. «Réinterpréter la campagne électorale après la fermeture des bureaux de scrutin ne serait pas une approche qu'apprécierait la population du Québec», estime M. Charest.

## Landry est content

Pour le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, «il est certain que l'influence du Bloc, en présence d'un gouvernement minoritaire, sera extrêmement importante». Cela, ajoute-t-il, «lui donne une grande puissance».

M. Landry a maintenant accordé ses violons avec M. Duceppe:

«C'est comme le chef bloquiste, il a dit interpréter le résultat des élections en faveur du Bloc comme un vote en faveur d'un parti qui est souverainiste et qui veut défendre les intérêts du Québec, ajoutant que la souveraineté, elle, serait décidée au Québec, lors d'un éventuel référendum. Et, pour tenir ce référendum, il faudrait d'abord que le Parti québécois reprenne le pouvoir, ce qui suppose au minimum quelques années d'attente encore.»

Loin de sentir son propre leadership menacé par le succès du chef bloquiste, M. Landry affirme que «plus il y aura de leaders souverainistes populaires et mieux ce sera» pour la cause. Invité à dire clairement s'il était plus tenté, maintenant, de demeurer en poste à cause des résultats de ces élections fédérales, M. Landry a simplement laissé tomber, en souriant: «Disons que le vent est bon, si je puis m'exprimer ainsi.» M. Landry a répété qu'il annoncera sa décision cet automne.

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, estime que le gouvernement Charest doit «jouer ses cartes habilement» pour tirer parti de la situation, celle d'un gouvernement fédéral affaibli devant des provinces plus fortes.

Malheureusement, les régions du Québec seront mal représentées dans le cabinet de Paul Martin, car tous les ministres québécois seront choisis parmi des députés montréalais, à une exception près, a-t-il noté.

Quant au Bloc québécois, M. Dumont s'attend à ce qu'il fasse toute la lumière sur le scandale des commandites afin que «des gens [se retrouvent] sur le chemin de la prison». Toutefois, la sanction qu'a subie le PLC dépasse ce scandale. Elle vise des libéraux fédéraux qui ont «fait la sourde oreille» pendant des années dans une foule de dossiers: déséquilibre fiscal, congés parentaux, bourses du millénaire, etc.

Le Devoir

Recherche obligatoire de consensus

## Un gouvernement minoritaire est bien vu par la société civile

ALEXANDRE ROBILLARD

La position minoritaire du prochain gouvernement obligera les libéraux à chercher le consensus autant à gauche qu'à droite, estiment des représentants patronaux, syndicaux et des petites entreprises. «La composition de la Chambre va orienter les libéraux vers un ordre du jour plus au centre politiquement», croit le président du Conseil du patronat du Québec (CPQ), Gilles Taillon.

Il craint toutefois que beaucoup d'énergies soient dépensées en stratégie politique pour en arriver à un consensus entre les partis, au détriment de la défense des intérêts économiques. M. Taillon s'attend à ce que les libéraux s'associent avec le Nouveau Parti démocratique (NPD) et le Bloc québécois autant qu'avec le Parti conservateur (PC), et ce, sur des questions précises.

«M. Martin va naviguer avec les partis d'opposition en fonction de son propre ordre du jour et de son programme», a dit M. Taillon.

Le président du CPQ souhaite que le premier gouvernement minoritaire élu depuis 1979 maintienne «à tout prix» l'équilibre budgétaire et freine la propension à dépenser «qui a été le lot du gouvernement fédéral au cours des trois ou quatre dernières années».

## Vers la gauche

Du côté syndical, le premier vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Louis Roy, s'attend à ce que les orientations du prochain gouvernement minoritaire penchent franchement vers la gauche.

Selon le syndicaliste, les libéraux, en minorité, n'auraient pas intérêt à s'associer aux conservateurs pour faire avancer leurs dossiers car les électeurs pourraient ensuite avoir de la difficulté à distinguer les différences entre les deux formations.

«C'est ce qui pouvait arriver de mieux car les Canadiens ne sont pas prêts à élire un gouvernement [aux politiques plus sociales comme celles du] NPD», a-t-il dit, précisant que la CSN avait suggéré à ses membres de ne pas voter pour les conservateurs ou les libéraux.

La CSN revendique plus de financement en santé et dans les

garderies ainsi que la reconnaissance du déséquilibre fiscal.

M. Roy ne craint pas que les partis politiques dépensent inutilement leurs énergies en tentant d'atteindre un consensus qui permettra au gouvernement de se maintenir au pouvoir. «Ça changera des pratiques centralisatrices de l'ancien premier ministre Jean Chrétien», a dit le syndicaliste.

## Pas de changement majeur

Pour sa part, le président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Richard Fahey, ne prévoit pas de changements majeurs dans les orientations d'un gouvernement libéral minoritaire. «Un gouvernement minoritaire, ce sera très bon dans certains cas et néfaste dans d'autres», a-t-il dit.

Selon lui, le gouvernement va orienter son menu législatif vers des sujets qui créent un consensus, évitant des questions épineuses comme le mariage gai et les fusions bancaires.

M. Fahey s'attend à ce que les priorités des petites et moyennes entreprises, qu'il représente, soient au cœur des préoccupations des parlementaires, notamment en ce qui concerne les réductions du fardeau fiscal et de l'impôt.

## Municipalités soulagées

Par ailleurs, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a qualifié de bonne nouvelle l'élection du Parti libéral du Canada. L'UMQ considère que le nouveau pacte pour soutenir le développement des collectivités, mis en avant par Paul Martin en campagne électorale, va dans le sens d'une solution durable en vue de résorber le gouffre financier vers lequel plongent les municipalités si elles n'obtiennent pas rapidement une nouvelle fiscalité adaptée.

«Le nouveau premier ministre du Canada peut être assuré que nous suivrons de près l'évolution de ce dossier afin que le nouveau pacte avec les municipalités se concrétise le plus rapidement possible», a déclaré le président de l'UMQ et maire de Rimouski, Michel Tremblay.

Presse canadienne

Université de Sherbrooke

## Bruno-Marie Béchard sera recteur jusqu'en 2009

Largement battu dans Sherbrooke lundi, où il affrontait sous les couleurs libérales le bloquiste Serge Cardin, le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, n'a pas eu longtemps à s'inquiéter de son avenir. Le conseil d'administration de l'université a en effet ent-

riné hier la proposition de l'Assemblée des membres, qui avait recommandé, avant que le recteur ne tente sa chance au fédéral, de reconduire son mandat pour un autre quatre ans.

Cette unanimité de la direction évite à Bruno-Marie Béchard de passer par le processus électoral habituel. Les doyens de l'Université de Sherbrooke ont aussi offert leur appui au recteur, soulignant que «l'échec de sa tentative en vue d'être élu député [...] n'est en rien lié à ses grandes qualités humaines et professionnelles.» Actuellement en congé sans solde, M. Béchard pourra rester en poste au moins jusqu'en 2009.

Le Devoir

JOLICOEUR & ASSOCIÉS  
Bureau de Recherche Marketing Sociale

Recherche sociale appliquée  
Stratégie et planification  
Marketing de services

## La référence en recherche sociale au Québec

Recherche quantitative et qualitative / CNS

Evaluation de programmes

Recherche socio-économique et développement régional

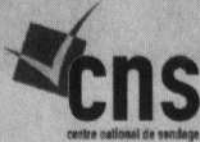
Expertise statistique

Evaluation de services à la clientèle

Profils socio-culturels / Statmédia

contactez-nous

www.etudesondage.com  
(514) 284-3106 ou 1-800-636-3106



**SOLDE**  
JUSQU'À  
**50%**  
SUR TOUTE LA MARCHANDISE

doice  
**D-ANA**

Pour Elle  
277, av. Laurier O. 270-6154  
Centre de Commerce Mondial 844-9125

doice  
**UOMO**

Pour Lui  
Centre de Commerce Mondial 281-7999  
5107, av. du Parc 277-7558

**20% à 50%**  
**Solde d'été**  
Deslongchamps  
1007, rue LAURIER ouest,  
Outremont  
Tél.: 274-2442

# ÉLECTIONS 2004

Le Bloc québécois naviguera au gré des enjeux

## Gilles Duceppe entend reprendre là où il a laissé

Les priorités du Bloc: la santé, le déséquilibre fiscal et l'assurance-emploi

KATHLEEN LÉVESQUE

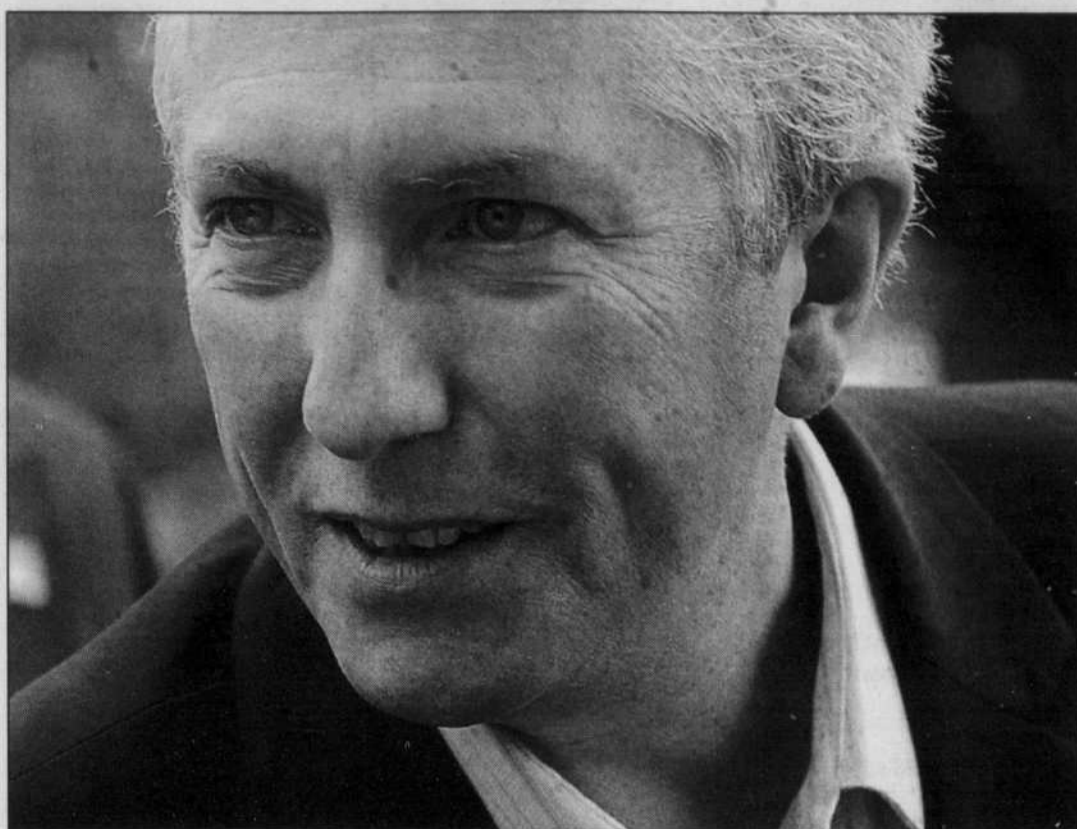
Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, entend profiter du poids des 54 députés élus pour faire avancer en priorité les dossiers de la santé, du déséquilibre fiscal et de la caisse de l'assurance-emploi.

Au lendemain d'une victoire imposante, M. Duceppe s'est réjoui hier en conférence de presse que le statut minoritaire du gouvernement forcera désormais la tenue de débats de fond à la Chambre des communes. «Il y a trois partis d'opposition qui, selon les enjeux, ont la balance du pouvoir. [...] J'ai parlé de nouvelles façons de gouverner. Je crois qu'on peut maintenir la stabilité tout en débattant chacun des enjeux pour leur valeur propre. L'importance n'est pas de savoir si on tente ou pas de défaire un gouvernement mais bien plutôt si on répond aux attentes de la population», a expliqué le chef bloquiste.

Ainsi, M. Duceppe s'est présenté comme le défenseur des intérêts des Québécois. Il a averti les libéraux que le Bloc ne relâcherait pas son ardeur à combattre les conflits d'intérêts, le copinage et le patronage. «Le peuple québécois a clairement manifesté son refus de se laisser acheter à coup de drapoux et de commandites. C'est maintenant la responsabilité du Bloc de s'assurer que le Québec soit respecté», a-t-il souligné.

### Enjeu par enjeu

Pour ce qui est du déséquilibre fiscal, le Bloc n'entend pas s'empêtrer dans une chicane terminologique. Par contre, Gilles Duceppe a rappelé que le problème est reconstruit par le Bloc, le Parti conservateur, le Nouveau Parti démocrate



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«L'importance n'est pas de savoir si on tente ou pas de défaire un gouvernement mais bien plutôt si on répond aux attentes de la population», a expliqué le chef bloquiste.

ainsi qu'à l'Assemblée nationale, un consensus qui pourrait forcer le gouvernement libéral à en venir à l'évidence. «Si on arrive aux mêmes chiffres et qu'ils utilisent d'autres mots, il y a moyen de faire. Mais on veut régler la situation», a assuré le chef bloquiste. Ce dernier a ouvert la porte pour que le déséquilibre fiscal soit éliminé selon un plan de trois ou cinq ans.

Par ailleurs, M. Duceppe a précisé qu'il avait parlé lundi soir au

premier ministre Paul Martin. «On s'est félicités mutuellement. Je lui ai dit que nous voulons discuter enjeu par enjeu, que nous ne sommes pas partisans de la politique du pire», a dit le chef du Bloc.

Pour ce qui est de la question de la souveraineté, qui a occupé la première partie de son discours aux militants lors de la soirée électorale, M. Duceppe s'est défendu qu'il ait quelque élément nou-

veau que ce soit. M. Duceppe a toutefois fait remarquer que «les Québécois ont accordé leur confiance à des députés souverainistes».

Aujourd'hui, l'ensemble des candidats et des élus du Bloc se réunissent en caucus à Montréal. Encore une dizaine de jours pour régler différents dossiers plus techniques, après quoi Gilles Duceppe prendra des vacances.

Le Devoir

Taux de participation de 60,5 %

## Triste record pour l'électorat canadien

Jamais le taux d'abstention n'avait été aussi bas

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les Canadiens et les Québécois ont battu un triste record lundi: celui du plus faible taux de participation à des élections fédérales.

Avec 60,5 % des électeurs canadiens qui se sont rendus aux urnes, le taux de participation est légèrement inférieur à celui enregistré en 2000, qui s'était alors rélevé être le plus bas de l'histoire.

La diminution est encore plus importante au Québec, où le taux est passé de 64,1 % en 2000 à 58,9 % aux élections de lundi, selon les dernières données disponibles hier.

Ces statistiques n'étonnent pas Lawrence LeDuc, professeur de sciences politiques à l'université de Toronto et auteur d'une étude sur la question. «Sur la base de projections démographiques, nous avons même prédit un taux de participation de 58 %. C'est un peu mieux que prévu. Le vote a été stimulé par l'élection très serrée et la

présence de plusieurs organisations électorales», constate le politologue, soulignant que le taux de participation aux élections est en décroissance pour la quatrième fois consécutive.

### Tendance lourde

C'est que les jeunes électeurs votent beaucoup moins que leurs aînés. Même s'ils se rattrapent un peu en vieillissant, ils ne rejoignent jamais les taux de participation des cohortes qui les précèdent. Cette tendance s'observe dans l'ensemble des pays industrialisés, souligne le professeur, qui voit difficilement comment la tendance lourde pourrait être renversée.

Outre le facteur démographique, il attribue la forte baisse au Québec à la désillusion envers les libéraux et au fait que le nouveau Parti conservateur ne soit pas aussi bien implanté dans la Belle Province que l'ancien Parti progressiste-conservateur.

Le président de la firme de communications BCP, John Pari-

sella, souligne lui aussi la faiblesse des machines électorales néo-démocrate et conservatrice. M. Parisella pense aussi que la lutte intestine au sein du Parti libéral a démotivé les électeurs.

L'ancien conseiller politique de Robert Bourassa constate un cynisme croissant face à la classe politique, qu'il invite à «refaire ses devoirs». Il déplore les appels au vote stratégique formulés par les différents chefs en fin de campagne: «C'est le langage des gens dans les "war room", cela ne devrait pas être celui des chefs de parti.» «Il y a trop de "packaging" des personnalités politiques. La population a rejeté cette approche», poursuit le communicateur.

### Le Bloc a fait le plein

Alors qu'un faible taux de participation désavantage traditionnellement les souverainistes, qui attirent un électoral plus jeune, la situation a été tout autre cette fois-ci. Ce sont plutôt les libéraux qui semblent avoir pâti du peu d'empressement des électeurs à se

rendre aux bureaux de scrutin. «Beaucoup de non-francophones ne sont pas allés voter, ce qui explique entre autres le fléchissement des majorités de Liza Frulla, de Pierre Pettigrew et de Jean Lapierre [candidats dans des circonscriptions très multiethniques]», observe le président de Léger Marketing, Jean-Marc Léger.

Si la firme de sondage est arrivée presque pile dans ses prédictions de suffrages (0,8 % d'écart), elle prévoyait un taux de participation un peu plus important. «C'est la revanche des électeurs, qui se méfient des politiciens. Si les politiciens ont été infidèles aux électeurs, notamment avec le scandale des commandites, ce sont les électeurs qui leur ont été infidèles lundi», explique le sondeur.

Appliquant la logique traditionnelle qui prévaut chez les spécialistes quant au vote souverainiste, le politologue Jean Herman Guay, de l'Université de Sherbrooke, croit pour sa part que le raz de marée bloquiste aurait été encore plus important avec un meilleur taux de participation. «Il s'agissait moins d'un vote enthousiaste pour le Bloc que d'une punition pour les libéraux», affirme-t-il, ajoutant que le scrutin estival a contribué à la faible participation.

Cette désaffection commande selon lui une réflexion en profondeur sur l'importance de «réformer les institutions démocratiques pour rétablir le contact avec la population». Un mode de scrutin proportionnel, ou à tout le moins l'introduction d'éléments de proportionnelle, inciterait les électeurs plus à gauche, partisans des verts ou du NPD, à exercer leur devoir de citoyen.

Une opinion que ne partage pas Lawrence LeDuc: «Cela peut aider, mais cela ne règle pas tout. En Nouvelle-Zélande, où on a institué le mode de scrutin proportionnel en 1996, on a continué d'observer une tendance à la baisse des taux de participation.»

Une chose est certaine, Jack Layton n'aura de cesse de rappeler ces résultats au cours des prochains mois pour étoffer son plaidoyer en faveur de la proportionnelle.

## Les hauts et les bas de l'après-campagne

Les candidats-vedettes ont connu des sorts divers

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Un des rares candidats-vedettes du Parti conservateur (PC) au Québec, Jean Fortier, s'attendait à pouvoir livrer dans Ahuntsic une lutte à trois avec la libérale Eleni Bakopanos et la bloquiste Maria Mourani. Mais au final, celui à qui Stephen Harper avait promis un portefeuille s'est retrouvé quatrième, avec à peine 5 % du vote. Loin de ses espérances. Ainsi, au lieu de fêter hier une victoire, c'a été pour lui comme pour bien d'autres candidats défaits le début du retour à une vie plus tranquille.

«Je suis très surpris, dit-il hier, la voix moins percutante que dans les débats télévisés auxquels il a participé. On ne s'attendait pas à un si faible niveau d'appuis.» Ancien président du comité exécutif de Montréal, Jean Fortier croyait avoir réussi à faire passer son message. «Mais c'est le Bloc qui nous a nuit au Québec, croit-il. Je n'ai aucun problème à défendre toutes les valeurs et le programme du PC, et je pense que ça peut passer ici. Ça prend juste un peu de temps. Au moins, on atteint, à l'échelle nationale, un des nos objectifs: rendre le gouvernement minoritaire et fragile. Ça permet de garder l'erre d'aller.»

Dans le même comté d'Ahuntsic, la jeune avocate néo-démocrate Annick Bergeron analysait des résultats semblables plus positivement. «Pour nous, avoir récolté 3000 votes est satisfaisant. Faut être réaliste: le NPD renait à peine au Québec, le travail commence.» Son collègue Pierre Ducasse, lieutenant de Jack Layton au Québec et candidat défait dans Manicouagan, est pour sa part «très déçu» du résultat du NPD, tant au Québec qu'ailleurs au Canada. «On méritait mieux, je pense. Les appuis ne se sont pas traduits en vote. Ne gagner que cinq sièges, c'est un peu triste.»

### Cynisme

Mais c'est le taux de participation qui l'a le plus déçu. «C'est la politique qui est la grande perdante des élections d'hier, avance-t-il. Le scandale des commandites n'a pas fait mal qu'au Parti libéral, mais à toute la classe politique. Le degré de cynisme des électeurs est très élevé. Les annonces du Parti Bleu sont venues le montrer: c'est rigolo, mais

indicateur d'un malaise profond. C'est vrai que certains politiciens mènent leur campagne comme s'ils vendaient de la bière. C'est dommage.» M. Ducasse passera les prochains jours à parler aux candidats québécois, avant de faire son rapport-bilan au chef. Et après? Du canot pour le mois de juillet. Et la recherche d'un emploi.

Battu par Jean Lapierre dans Outremont, le bloquiste François Rebello était quant à lui déjà de retour au boulot, hier. Sans aucune amertume. «Les résultats ont été excellents pour nous. On est passé d'une différence de 10 000 votes à une différence de 2000. Pour moi, c'est une victoire. Ce n'était pas mon but d'aller à Ottawa tout de suite, c'est un peu pour ça que j'avais choisi Outremont, où les chances étaient minces. Mais j'ai quand même fini par y croire. A un moment donné, tu te laisses emporter par la vague et les appuis.» Les liens qu'il a tissés avec les communautés culturelles prouvent, selon François Rebello, que le Bloc ne peut plus se permettre de négliger des comtés comme le sien, majoritairement composés d'anglophones et d'immigrants. «Le Bloc devra tirer des leçons de ces résultats.»

Le scandale des commandites n'a pas fait mal qu'au Parti libéral, mais à toute la classe politique.

### Un autochtone au Parlement

Du côté des gagnants, Bernard Cleary deviendra, selon les mots de Gilles Duceppe, le «premier autochtone souverainiste» du Parlement. Il a battu par 3200 voix la conservatrice Josée Verner, l'autre vedette du PC au Québec. «Confiant, oui, mais j'ai eu un peu peur quand on s'est mis à dire que Josée Verner était ministrable», raconte-t-il. Son statut d'autochtone lui servira pour convaincre les souverainistes de l'importance de créer un partenariat avec les autochtones dans la réalisation de leur projet d'indépendance. «Mais je représente une circonscription, qui compte une communauté de 2000 personnes, ni plus ni moins importante que les autres. Je ne suis pas le défenseur des Indiens, et je n'ai pas envie de l'être. Je serai par contre le gars qui peut poser des questions sur le dossier.» Et pour ça, Bernard Cleary n'entend pas adoucir son franc-parler. «Ça non...»

Le Devoir

**Michel DAVID**

**Propos sur le style**

FRANÇAIS langue d'enseignement

Cahier d'activités pour tous les cycles du secondaire

304 pages — 17,50 \$

GUÉRIN, éditeur ltée (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

Pour annoncer, appelez au 985-3322 ou au 1-800-363-0305

**Mieux-être**

**BÉDARD**

Clinique de Greffe de cheveux  
Pour hommes et femmes depuis 1974

Microgreffe folliculaire

Chirurgiens:  
Dr Pierre Bédard  
Dr Michel Chagnon  
M.D., F.R.C.S. (C)

30 ans

La solution naturelle et permanente à votre perte de cheveux!

(514) 842-8449

Ouvert  
Lundi au vendredi  
9h00 à 17h00

630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 301, Montréal



Électeurs se rendant dans l'un des bureaux de scrutin afin d'exercer leur vote.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Devoir

# ÉLECTIONS 2004

## LE CHOIX DES CANADIENS

Voici les résultats du vote aux élections générales fédérales de lundi tels que compilés par La Presse Canadienne.

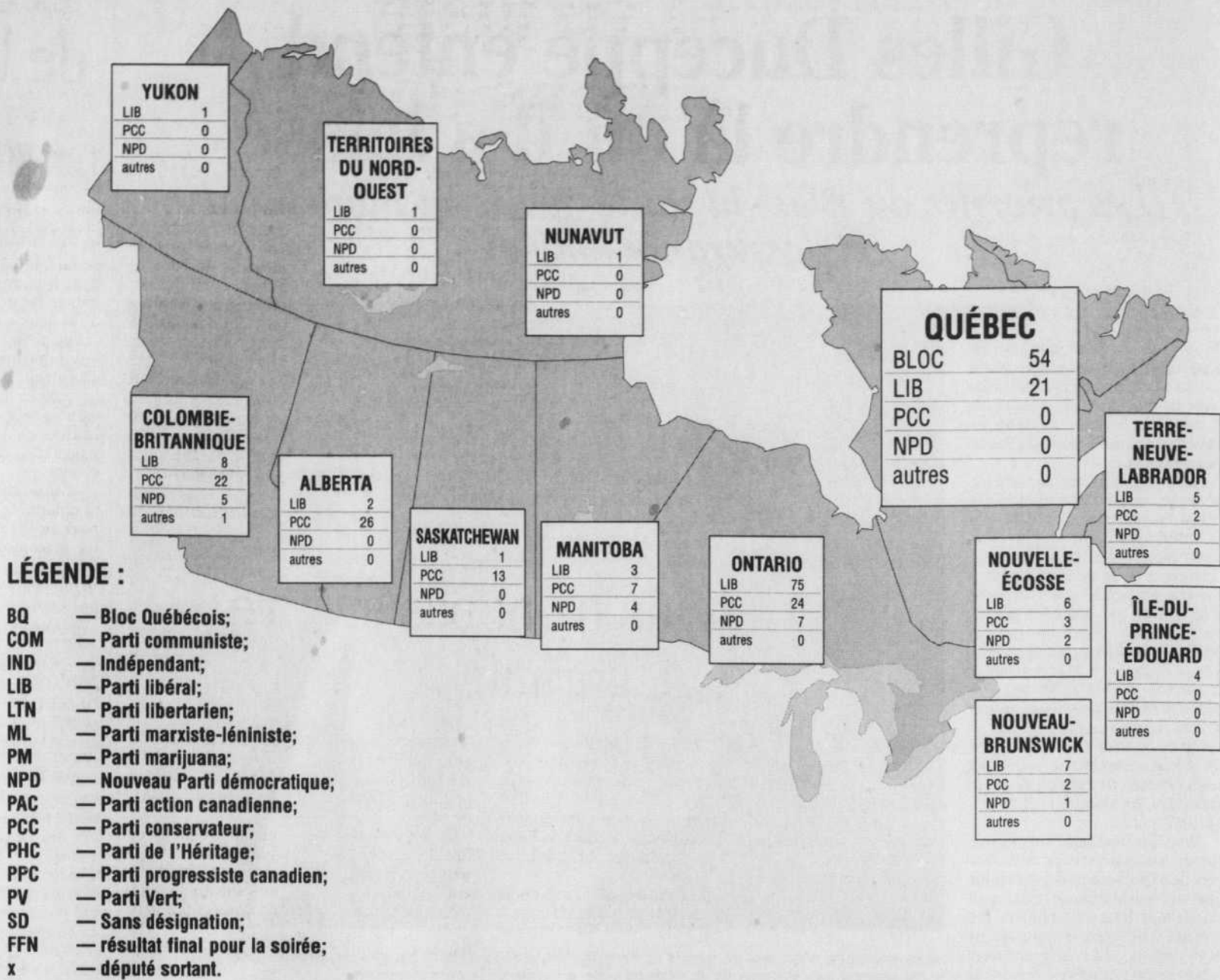
Voici les derniers résultats disponibles du vote aux élections générales du 28 juin 2004.

Sept nouvelles circonscriptions s'ajoutent à la suite du redécoupage et les limites de plusieurs autres circonscriptions ont été modifiées par rapport aux élections fédérales de 2000.

Les nouvelles circonscriptions sont marquées «nouvelle circonscription» sur la ligne indiquant le nom de la circonscription. Pour la majorité des circonscriptions, l'information entre parenthèses suivant le nom de la circonscription indique le parti d'un député sortant qui détenait la circonscription la plus comparable à la dissolution du Parlement ainsi que la majorité obtenue à la dernière élection générale ou à une élection complémentaire subséquente. Dans plusieurs cas, toutefois, des anciennes circonscriptions ont été éliminées et d'autres ont été créées dans une région différente de la province. Pour ces circonscriptions, il a été possible de déterminer un parti sortant, mais impossible de fixer un nombre pour la majorité obtenue. Pour signaler cette anomalie, un simple chiffre 1 a été ajouté à la suite du nom du parti.

Dans certains cas, en raison du redécoupage, deux députés sortants peuvent s'affronter dans la même circonscription. Pour ces situations, l'identité du député sortant et la majorité obtenue sont attribuées au député dont l'ancienne circonscription est la plus semblable à la nouvelle.

(Tous droits réservés, 2004, par La Presse Canadienne)



## LES RÉSULTATS DES 75 CIRCONSCRIPTIONS DU QUÉBEC

### B.-ST-LAURENT-GASPÉSIE-C.-NORD

(6 Députés)

**Charlevoix-Montmorency 219:219**

xMichel Guimond BQ 25 449  
Steeve Hudon NPD 1 155  
Yves Jourdain PV 1 422  
Lisette Lepage LIB 8 618  
G.-L. Tremblay PCC 5 263

### Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

(4 Députés)

**229:231**

Raymond Blais BQ 21 359  
Guy De Coste PCC 2 594  
Bob Eichenberger PV 1 044  
xGeorges Farrah LIB 12 368  
Philip Toone NPD 787

### Manicouagan

**203:203**

xGérard Asselin BQ 19 012  
Anthony Detroit LIB 8 085  
Pierre Ducasse NPD 3 473  
Pierre Paradis PCC 1 568  
Les Parsons PV 440

### Matapédia-Matane

**202:202**

Marc Bélanger LIB 9 663  
Jean-Guy Côté NPD 1 587  
Nicolas Deville PV 583  
Vahid Fortin-Vidah PCC 1 985  
xJean-Yves Roy BQ 17 910

### Rimouski-Témiscouata

**212:212**

Guy Caron NPD 2 717  
Marjolaine Delaunière PV 1 008  
Denis Quimper PCC 3 555  
Côme Roy LIB 9 161  
Louise Thibault BQ 22 115

### Rivière-du-Loup-Montmagny

**248:250**

André Clermont PV 937  
xPaul Crête BQ 24 916  
Marc-André Drolet PCC 3 944  
Frédéric Garon NPD 887  
Isabelle Mignault LIB 12 776

### RÉGION DE QUÉBEC

(5 Députés)

**Beauce 248:250**

Jean-François Barbe BQ 17 000  
Michel Binette PV 1 049  
xClaude Drouin LIB 19 391  
Philippe Giguère NPD 1 438  
Alain Guay PCC 8 026

### Beauport

**225:225**

Stephan Asselin PCC 7 388  
Dennis Dawson LIB 11 871  
J. T. Deshamais PV 1 577  
Nicolas Frichot PM 587  
Christian Simard BQ 22 826  
Xavier Trépan NPD 1 891

### Lévis-Bellechasse

**232:232**

Sylvain Castonguay PV 2 402  
Louise Folsy NPD 1 942  
xChristian Jobin LIB 13 988  
Réal Lapierre BQ 22 270  
C. Vaillancourt COM 164  
Gilles Vézina PCC 9 606

### Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière

**196:198**

Jean Bernatchez NPD 2 166  
xOdine Desroschers BQ 20 094  
Anicet Gagné LIB 9 368

Jean Landry PCC 10 530  
R. Borne MacDonald PV 1 606

### Portneuf

**199:201**

J.-François Breton NPD 1 500  
Howard M. Bruce PCC 9 161  
Guy Côté BQ 18 203  
xClaude Duplain LIB 11 558  
Pierre Poulin PV 1 892

### VILLE DE QUÉBEC

(4 Députés)

**Charlesbourg 201:201**

Benjamin Kasapoglu PM 435  
Jean-Marie Laliberté LIB 11 910  
xRichard Marceau BQ 23 889  
M.Moisan-Dommi PV 1 188  
Bertrand Proulx PCC 7 305  
François Villeneuve NPD 1 623

### Louis-Hébert

**235:235**

xH. C. Scherrer LIB 18 933  
Roger Clavel BQ 24 000  
Clermont Gauthier PCC 7 498  
Jean-Pierre Guay PV 2 133  
Robert Turcotte NPD 3 098

### Louis-Saint-Laurent

**198:198**

C. Bojanowski NPD 1 369  
Yonel Bonaventure PV 1 243  
xJean-Guy Carignan IND 563  
Bernard Cleary BQ 17 147  
Michel Fraguasso LIB 9 915  
Henri Gauvin IND 332  
Dominique Thibierge COM 119  
Josée Verrier PCC 13 955

### Québec

**222:225**

Jean Bédard ML 217  
Jean-Philippe Côté LIB 12 627  
Jean-Marie Fiset NPD 2 618  
xChristiane Gagnon BQ 23 753  
Pierre Gaudreault PCC 5 157  
Pierre-Etienne Paradis PM 496  
Antoine Yaccarini PV 2 004

### LAVAL-LAURENTIDES

(11 Députés)

**Alfred-Pellan 217:218**

xCarole-Marie Allard LIB 21 122  
Robert Carrier BQ 26 215  
Yves Desbois IND 223  
Benjamin Le Bel NPD 1 848  
Régent Millette IND 101  
Rosane Raymond PCC 2 692  
L.-Philippe Veranka PV 1 132

### Joliette

**204:204**

Daniel Bouchard PCC 3 107  
J.-François Coderre LIB 11 039  
Marco Geoffroy PM 702  
Wendy Gorchinsky PV 1 151  
xPierre A. Paquette BQ 30 646  
Jacques Trudeau NPD 1 763

### Laurentides-Labelle

**300:300**

Dominique Boyer LIB 14 455  
J. Deschamps BQ 28 674  
G. Desjardins PCC 2 883  
Jacques Léger PV 1 787  
Brendan Naef NPD 1 301

### Laval

**214:214**

Stéphane d'Amours PCC 3 115  
Nicole Demers BQ 24 422  
Alain Giguère NPD 1 998  
Pierre Lafleur LIB 17 639  
Pierre Losier-Côté PM 492

Damien Pichereau PV 1 091

### Laval-Les Îles

**210:210**

Michel Allard PM 499  
xRaymond Foteo LIB 23 880  
Paul Michaud NPD 2 202  
Micael Poirier BQ 18 597  
Jean-Paul Pratte PCC 3 478  
Polyvios Tsakanikas ML 154  
Pierre Véronneau PV 1 166

### Marc-Aurèle-Fortin

**210:210**

Lise Bissonnette PV 2 013  
Marc Bissonnette PCC 3 124  
Lyse Généreux NPD 1 874  
Nancy Girard LIB 14 496  
Serge Ménard BQ 30 784

### Montcalm

**206:206**

Serge Bellemare PV 1 602  
Daniel Brazeau LIB 7 899  
xRoger Gaudet BQ 34 263  
Michel Paulette PCC 2 830  
François Rivest NPD 1 530

### Repentigny

**206:208**

François Boudreau PM 561  
Lévis Brien LIB 9 217  
André Cardinal NPD 1 506  
J.-François Lévesque PV 1 527  
Allen F. Mackenzie PCC 2 457  
xBenoît Sauvageau BQ 34 447

### Rivière-des-Mille-Îles

**181:181**

Marie Martine Bédard PV 1 961  
Nicolas Du Cap NPD 1 559  
Erick Gauthier PCC 3 064  
xGilles-A. Perron BQ 27 993  
Yolaine Savignac LIB 11 025

### Rivière-du-Nord

**185:187**

Lorraine Auclair LIB 9 372  
Catherine Brousseau PCC 2 410  
François Côté NPD 1 277  
xMonique Guay BQ 28 910  
Christian Marcoux PM 455  
Marcel Poirier PV 1 111

### Terrebonne-Blainville

**186:186**

Normand Beaudet NPD 1 451  
xDiane Bourgeois BQ 31 287  
Martin Drapeau PV 1 554  
Pierre Gingras LIB 9 048  
Patrick Légaré PCC 2 582

### NORD-OUEST

(2 Députés)

**Abitibi-Témiscamingue 258:258**

xGilbert Barrette LIB 13 461  
B. Hugues Beauchêne PCC 2 402  
Marc Lemay BQ 24 957  
Patrick Rancourt PV 1 027  
Dennis Shushack NPD 4 172

### Nunavik-Eeyou

**173:173**

Pierre Corbeil NPD 1 090  
François Dionne PCC 1 252  
Martin Fournier PV 866  
Yvon Lévesque BQ 12 503  
xGuy St-Julien LIB 12 067

### SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

(3 Députés)

**Chicoutimi-Le Fjord 218:218**

Robert Bouchard BQ 20 648  
Alcide Boudreau PCC 2 385  
Eric Dubois NPD 1 699

xAndré Harvey LIB 19 785  
Paul Tremblay PV 1 038

### Jonquière-Alma

**225:225**

Jean-Sébastien Busque PV 700  
xSébastien Gagnon BQ 25 272  
Daniel Giguère LIB 13 365  
xJ. Girard-Bujold IND 2 772  
Gilles Lavole PCC 2 207  
Michel Perron COM 121  
François Picard NPD 1 561

### Roberval

**187:189**

Marc-André Gauthier PV 1 250  
xMichel Gauthier BQ 20 363  
Ghislain Lavole PCC 3 013  
Michel Mallette LIB 7 956  
Isabelle Tremblay NPD 1 759

### MONTRÉAL-EST

(9 Députés)

**Ahuntsic 211:211**

xEnli Bakopanos LIB 21 234  
Annick Bergeron PCC 2 983  
F.X. De Longchamp PM 343  
Marsha Fine ML 102  
Jean E. Fortier PCC 2 526  
Maria Mourani BQ 20 000  
Lynette Tremblay PV 1 321

### Bourassa

**194:194**

xDenis Coderre LIB 20 928  
Philippe Gauvin PM 403  
Frédéric Grenier PCC 2 226  
Noémi Lopinto PV 661  
Doris Provencher BQ 15 794  
Geneviève Royer ML 154  
Stefano Saykaly NPD 1 661

### Hochelaga

**215:215**

Mario Bemier PCC 1 866  
Pierre Bibeau COM 190  
Benoît Bouvier LIB 11 702  
Rolf Bramann PV 1 361  
Christine Dandenault ML 112  
David Gagnon NPD 2 510  
xRéal Ménard BQ 27 478  
A. Théorêt-Poupard PM 482

### Honoré-Mercier

**213:213**

Steve Boudrias PM 633  
Gianni Chiazese PCC 2 865  
Hélène Héroux ML 176  
Richard Lahale PV 890  
François Pilon NPD 1 972  
Pablo Rodriguez LIB 22 223  
Eric St-Hilaire BQ 19 458

### La Pointe-de-l'Île

**212:212**

Jean-Claude Gobé LIB 10 593  
xFrancine Lalonde BQ 30 713  
André Langevin NPD 1 752  
André Levert PV 1 186  
Christian Provost PCC 1 961

### Laurier

**207:207**

Pierre Albert PCC 1 217  
Ginette Boutet ML 256  
xGilles Duceppe BQ 28 617  
François Grégoire NPD 5 575  
D. Perceval-Maxwell PV 2 907  
Nicky Tanguay PM 613  
J.-François Thibault LIB 8 574

### Papineau

**180:182**

Martine Carrière BQ 16 266  
C. Dusablon-Pelletier PM 484  
André Frappier NPD 3 596  
Jimmy Garoufalis IND 248  
Adam Jastrzebski PV 1 046

Peter Macrisopoulos ML 171  
André Parizeau COM 368

### xPierre Pettigrew

**LIB 16 604**  
Mustaque Sarker PCC 2 051

### Rosemont-La Petite-Patrie

**224:224**

Benoît Beauchamp NPD 3 938  
xBernard Bigras BQ 31 144  
Christian Bolduc LIB 12 606  
François Chevalier PV 2 184  
Kenneth Higham COM 145  
Michel Sauvè PCC 1 561

### Saint-Léonard-Saint-Michel

**203:203**

Stéphane Chénier ML 303  
Laura Colella NPD 2 422  
Payam Estami PCC 2 138  
Ricardo Fellicetti PV 948  
Paul-Alexis François BQ 8 846  
xMassimo Pacetti LIB 25 781

### MONTRÉAL-OUEST

(9 Députés)

**Jeanne-Le Ber 228:228**

Normand Chouinard ML 194  
Cathy Duchesne PM 512  
xLucrelle Robillard LIB 22 330  
Brian Sarwer-Foner PV 2 509  
E. Wilson Steedman NPD 4 795

### Lac-Saint-Louis

**211:211**

Patrick Cardinal PM 578  
Maxime Côté BQ 5 106  
Peter Graham PV 2 684  
Jeff Howard PCC 6 082  
Daniel Quinn PCC 3 787  
F. Scarpeleggia LIB 32 081

### LaSalle-Emard

**203:203**

Jean-Paul Bédard ML 279  
Rebecca Blaikie NPD 2 125  
Douglas Jack PV 1 005  
Thierry Larrivière BQ 13 857  
xPaul Martin LIB 25 729  
Nicole Roy-Arcelin PCC 2 278  
Marc-Boris St-Maurice PV 1 045

### Mont-Royal

**192:192**

Sébastien Beaudet NPD 1 908  
xIrwinn Cotler LIB 28 676  
Matthew Fireman PCC 3 256  
Vincent Gagnon PCC 2 657  
Adam Greenblatt PM 316  
Diane Johnston ML 93  
Adam Sommerfeld PV 1 045

### Notre-Dame-de-Grâce-Lachine

**203:205**

Jean-Philippe Chartré BQ 9 580  
Maria Pia Chávez NPD 3 443  
Jay Dell PM 470  
Jessica Gal PV 2 179  
Rachel Hoffman ML 85  
xMarlene Jennings LIB 23 153  
W. R. McCulloch PCC 4 405  
Earl Wertheimer LTN 164

### Outremont

**163:163**

Omar Aktouf NPD 5 387  
Yan Lacombe PM 452  
Jean Lapierre LIB 15 663  
S. Perceval-Maxwell PV 1 637  
François Rebello BQ 12 625  
Marc Rousseau PCC 2 285  
Linda Sullivan ML 230

### Pierrefonds-Dollard

**196:198**

Marie-Hélène Brunet BQ 7 307  
Garnet Colly ML 70  
Theodore Kouretas PV 1 385  
J.-François Labrecque PM 503  
Danielle Lustgarten NPD 2 496  
Andrea Paine PCC 4 893

### xBernard Patry

**LIB 29 142**

Almaz Aladass PV 875  
Fernand Deschamps ML 125  
xStéphane Dion LIB 28 107  
William Fayad BQ 7 261  
Marc Fernandez PAC 85  
Zaid Mahayni NPD 2 630  
Alex Neron PM 298  
Marc Rahmé PCC 2 606  
Nilda Vargas COM 78

### Westmount-Ville-Marie

**197:197**

Robert Gervais PCC 4 045  
Serge Lachapelle ML 104  
Louis La Rochelle BQ 5 867  
David John Proctor PM 401  
xLucienne Robillard LIB 22 330  
Brian Sarwer-Foner PV 2 509  
E. Wilson Steedman NPD 4 795

### RIVE-SUD DE MONTRÉAL

(12 Députés)

**Beauharnois-Salaberry 231:231**

Ligy Alakkattussery NPD 1 073  
Dominique Bellemare PCC 5 029  
xAlain Boire BQ 27 468  
Félix Malbois PM 506  
xSerge Marcil LIB 18 990  
Rémi Pelletier PV 1 584

### Brossard-La Prairie

**229:229**

Nadia Alexan NPD 2 381  
Cécile Bissonnette PV 1 340  
Yves Le Seigle ML 109  
Marcel Lussier BQ 21 595  
Robert Nicolas PCC 3 097  
xJacques Saada LIB 24 154

### Chambly-Borduas

**205:206**

Daniel Binot NPD 2 841  
Sophie Joncas LIB 12 648  
Benoît Lapointe PV 2 230  
Yves Lessard BQ 33 883  
Lucien Richard PCC 4 171

### Châteauguay-Saint-Constant

**206:208**

Mélanie Archambault NPD 1 677  
Marc-André Gaudry PV 1 860  
xRobert Lanctôt LIB 15 185  
D. Polivier-Rivard BQ 28 955  
Rosaire Turcot PCC 2 826

### Longueuil

**201:210**

Michel Bédard PV 1 267  
Richard Bélisle PCC 2 368  
David Fiset PM 401  
N. Fournier-Sylvester NPD 2 517  
Robert Gladu LIB 12 361  
xCaroline St-Hilaire BQ 29 478

### Richelieu

**217:224**

Daniel Blackburn PM 549  
Jean-Pierre Bonenfant PV 809  
Charles Bussières NPD 1 080  
xLouis Plamondon BQ 30 580  
Daniel A. Proutx PCC 3 576  
Ghislaine Provencher LIB 10 717

### Saint-Bruno-Saint-Hubert

**235:236**

Janis Crawford PV 1 346  
Marie-Henretta NPD 2 247  
Carole Lavallée BQ 28 045  
J.-François Mongeau PCC 3 220  
Marc Savard LIB 15 393  
David Vachon PM 638

### Saint-Hyacinthe-Bagot

**216:218**

Andrée Champagne PCC 5 142  
Joëlle Chevrier NPD 1 182  
Michel Gaudet LIB 10 277  
Bruno Godbout PV 932  
xYvan Loubier BQ 29 231

### Saint-Jean

**203:203**</

## • LES ACTUALITÉS •

Résultat des élections

# Les sondeurs maintiennent qu'ils ont vu juste dans les intentions de vote

Ottawa — Les sondeurs canadiens n'ont pas cru bon de faire leur *mea-culpa*, hier, malgré les résultats des élections qui sont venus contredire les sondages qu'ils ont effectués au cours des cinq dernières semaines.

Au lieu de cela, ceux qui sont chargés de prendre le pouls de la population ont défendu leur travail, dont le résultat laissait prévoir des élections beaucoup plus serrées.

«Contrairement à ce que certains croient, les sondeurs ne se sont pas trompés, a soutenu Darryl Bricker, président d'Ipsos-Reid. Si l'élection avait eu lieu la semaine dernière, [nos prévisions] se se-



raient avérées.»

Dans la semaine qui a précédé le jour du vote, les principales maisons de sondage ont toutes prédit que les libéraux pouvaient compter sur 32 % des intentions de vote, contre 31 % aux conservateurs,

19 % aux néo-démocrates et 12 % au Bloc québécois.

Les suffrages exprimés lors de l'élection de lundi sont tout autres, le Bloc étant la seule formation à récolter les appuis prévus à l'échelle du Canada.

### L'erreur

Selon les résultats d'Élections Canada, les libéraux ont obtenu 36,7 % des voix, le conservateurs sont à 29,6 %, le NPD à 15,7 % et le Bloc, à 12,4 %.

«La principale erreur, si on peut l'appeler comme ça, a été de croire que le résultat du vote serait le même que les intentions de vote constatées la semaine précédente»,

a dit Frank Graves, président d'Ekos.

Les quatre derniers jours de la campagne seraient responsables de l'augmentation de l'écart séparant les deux principaux partis, qui sont passés du coude à coude à une différence de sept points qui a permis aux libéraux de remporter un nombre de sièges suffisants pour former un gouvernement minoritaire.

Les derniers sondages d'opinion ont été effectués le 24 juin. «Les électeurs n'avaient pas encore pris une décision définitive à cette date», a expliqué Donna Dasko, vice-présidente d'Environics.

Presse canadienne

ALBERTA

## Une conseillère municipale est accusée de méfait

JUDY MONCHUK

d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement.

Lethbridge — Une conseillère municipale de l'Alberta a été déclarée coupable de méfait public, hier, pour s'être inventé un harceleur et avoir elle-même rédigé des lettres terrifiantes qu'elle se faisait parvenir par la poste, dans le cadre d'une affaire ayant franchi les frontières et fait parler d'elle dans le monde entier.

Les pleurs de Dar Heatherington, regardant droit devant elle, s'essayant les yeux à l'aide d'un mouchoir, ont pu être entendus dans la salle d'audience de Lethbridge, en Alberta, alors que le juge Peter Caffaro rendait sa décision.

«J'ai conclu qu'on ne pouvait faire confiance à Mme Heatherington pour qu'elle dise la vérité», a affirmé le magistrat, faisant référence à un interrogatoire de la conseillère municipale mené et filmé par la police de Lethbridge, en avril 2003, après que des mois de surveillance se furent révélés inutiles.

Dar Heatherington connaîtra la nature de sa peine le 10 septembre. A la demande de la Couronne, le juge Caffaro a accepté que la femme subisse auparavant une évaluation psychiatrique.

Dar Heatherington est passible

Mère de famille âgée de 41 ans, Dar Heatherington a été accusée l'an dernier, après qu'elle fut disparue à Great Falls, au Montana, où elle effectuait un voyage d'affaires à titre de conseillère municipale. Elle était réapparue à Las Vegas, quelques jours plus tard, affirmant avoir été enlevée et agressée sexuellement.

Elle devait par la suite raconter son histoire à la police du Montana, l'affaire maintenant sa ville de Lethbridge sous les feux de la rampe pendant plusieurs mois.

Le maire de Lethbridge, Bob Tarleck, a dit croire que la condamnation de Dar Heatherington la rendait inéligible à assurer ses fonctions publiques. Il a demandé à la conseillère de remettre sa démission.

Si elle ne démissionne pas, le conseil municipal de Lethbridge pourrait demander à un juge de la Cour du banc de la reine de lui retirer le droit d'exercer ses fonctions. Toutefois, les élections municipales étant annoncées en octobre prochain, une telle démarche pourrait ne pas être nécessaire.

Presse canadienne

## Tous les députés élus n'ont pas encore leur siège garanti

Ottawa — Il ne se passe pratiquement jamais une élection générale sans qu'il y ait des dépouillements judiciaires pour confirmer l'élection de tel ou tel candidat. Le scrutin de lundi n'a pas déroge à cette règle.

Un dépouillement judiciaire des voix intervient lorsque l'avance d'un candidat sur son plus proche adversaire est moins que le millièmes des voix exprimées.

Le candidat néo-démocrate de New Westminster-Coquitlam, en Colombie-Britannique, Steve McClurg, est certainement au nombre de ceux qui auront droit à un dépouillement judiciaire automatique, n'ayant perdu que par 45 votes face au candidat conservateur Paul Forsyth.

Avec 19 députés néo-démocrates élus, l'ajout d'un vingtième permettrait à une coal-

ition libérale-NPD d'atteindre le nombre minimum de sièges pour gouverner avec une majorité, ce qui donne théoriquement au parti de Jack Layton la balance du pouvoir. Les libéraux pourraient tout aussi bien faire affaires avec le Bloc québécois, qui a fait élire 54 députés, mais une telle association serait mal vue au Canada anglais.

Le Parti libéral peut aussi espérer reprendre des sièges aux conservateurs dans les comtés où les majorités ont atteint moins de 200 votes, mais conservateurs et libéraux ont tout autant à gagner, ou à perdre, dans ce partage.

Le conservateur Tim Uppal n'a pas encore décidé s'il contestera la victoire du libéral David Kilgour dans Edmonton-Beaumont, où la majorité de ce dernier a atteint 131 voix. Une hésitation facile à comprendre puisqu'il est plu-

tôt rare qu'un dépouillement judiciaire renverse la situation. Aux élections fédérales de 2000, les huit comtés où s'étaient tenus des dépouillements judiciaires n'avaient pas changé de camp.

Et il n'y a pas qu'un candidat qui puisse demander un dépouillement judiciaire. Tout électeur peut le faire, mais le processus doit être engagé dans les quatre jours suivant la publication des résultats. Si la cour accepte la requête, le dépouillement en question doit être tenu dans les quatre jours suivant sa décision.

Et si les deux candidats ont le même nombre de votes au bout de ce processus, une élection complémentaire doit être déclenchée.

Presse canadienne

## EN BREF

### Greenpeace se réjouit du vote québécois

Le Québec a voté majoritairement pour l'environnement et Greenpeace s'en réjouit. Selon la lecture des résultats du scrutin fédéral de lundi soir dernier faite par l'organisme, 60 % de l'électorat québécois a en effet accordé sa voix à des partis politiques «qui ont un solide programme en matière de protection de l'environnement [Bloc québécois, NPD et Parti vert]». Mieux, à l'échelle nationale, Stephen Harper, avec sa promesse de mettre fin

au protocole de Kyoto (sur l'émission de gaz à effet de serre) n'a pas percé autant que prévu et les libéraux de Paul Martin, responsables de «l'étiquetage volontaire bidon des OGM», n'ont pas eu de majorité au parlement, s'est également félicité hier Greenpeace. Les adeptes de la «paix verte» comptent désormais sur une balance du pouvoir entre les mains du NPD ou du Bloc pour que les dossiers environnementaux deviennent à l'avenir des priorités à Ottawa, a indiqué par voie de communiqué Steven Guilbeault, directeur de Greenpeace-Québec.

— Le Devoir

### Péto-Canada espère qu'Ottawa persistera

Péto-Canada espère que le nouveau gouvernement libéral ne laissera pas tomber son projet de vendre sa participation restante de 19 % dans l'entreprise — dont la privatisation avait été amorcée dans les années 1980. L'ancienne société de la Couronne craint que le nouveau gouvernement minoritaire ne puisse obtenir les appuis nécessaires chez les autres partis pour procéder au déstagement de son bloc d'actions, dont la vente pourrait rapporter près de trois milliards de dollars.

La Nouvelle-Orléans — L'avo-

cat du pilote de F-16 américain qui avait bombardé par erreur des soldats canadiens à l'entraînement en Afghanistan, il y a deux ans, aurait en main des documents secrets de l'armée qui concluent que le pilote a agi de façon «raisonnable».

Le major Harry Schmidt, 37 ans, doit comparaître demain à la Base des forces aériennes de Barksdale, au nord-ouest de la Louisiane, pour répondre de quatre accusations de manquement au devoir.

Selon son avocat, Charles Gitins, le pilote plaidera non cou-

pable et «présentera des documents secrets démontrant que ses actions étaient raisonnables compte tenu des circonstances».

Le 17 avril 2002, le major Schmidt avait largué une bombe de 225 kilos sur les troupes canadiennes qui effectuaient un entraînement de nuit près de Kandahar, en Afghanistan, tuant quatre soldats et en blessant huit autres.

Le pilote a expliqué par la suite qu'il croyait avoir largué sa bombe sur des troupes ennemies qui l'avaient pris pour cible.

Associated Press

DU 30 JUIN AU 4 JUILLET

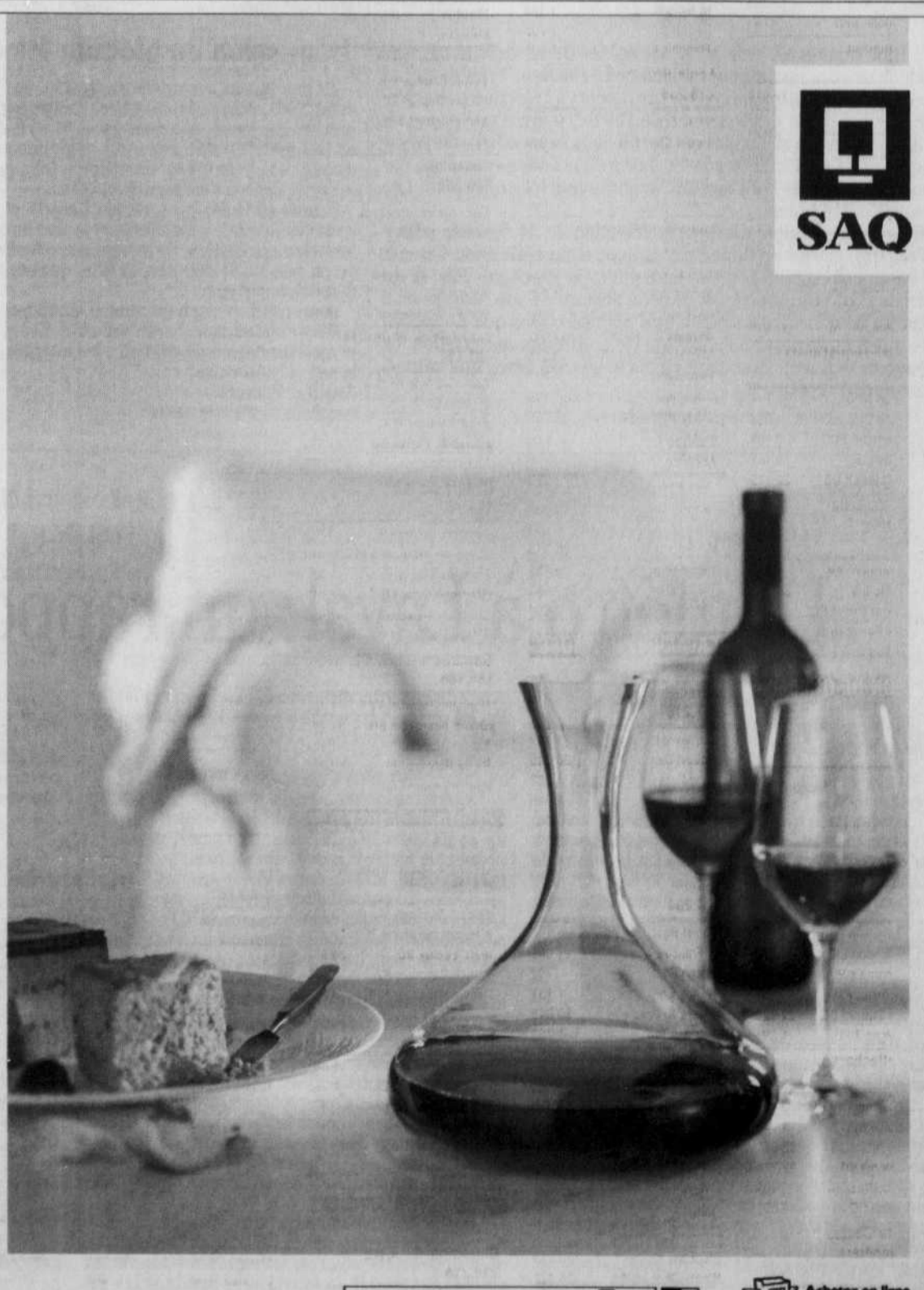
ÉCONOMISEZ

10 %

SUR LES VINS DE

20 \$

ET PLUS



Du 30 juin au 4 juillet 2004. 18 ans et plus. Cette offre est valable pour les vins rouges, blancs, rosés, les vins apéritifs, les vins de dessert, les vins des terroirs d'ici, les vins mousseux ainsi que les champagnes et s'applique exclusivement aux bouteilles de vin de 20 \$ et plus après tout autre escompte. Les produits de quatre litres et plus et les colis-cadeaux ne sont pas inclus dans cette promotion. Achats non cumulatifs. Offre également disponible dans SAQ COIL. Titulaires de permis, agences de la SAQ. Comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion.

La modération a bien meilleur goût. 18+

Achetez en ligne SAQ.COM

## É D I T O R I A L

## Le temps de la transparence

Les leçons à tirer de l'élection du 28 juin sont nombreuses. Sont interpellés au premier chef les partis politiques et leurs leaders qui auront à décoder le message que les électeurs leur ont transmis à travers le résultat de ce scrutin. Clairement, ceux-ci veulent un changement d'attitude de leur part.

Les politiciens ont été unanimes ces dernières années à déplorer le désintérêt grandissant de leurs concitoyens envers la politique. Ils y voyaient une forme de cynisme qu'eux-mêmes pourtant nourrissaient en laissant se multiplier les scandales au sein d'un gouvernement qui se croyait au-dessus des lois et des règlements. En élisant un gouvernement minoritaire, les Canadiens se sont donnés une police d'assurance contre le cynisme des politiciens.

Avec cette élection prend fin cette période de 11 ans où le Parti libéral jouissait d'un statut de parti unique en raison de la fragmentation de l'opposition en quatre partis, dont aucun n'arrivait à s'imposer comme solution de rechange au gouvernement. Aujourd'hui, les conservateurs peuvent sérieusement prétendre remplacer les libéraux. On retrouve au sein du parlement élu lundi un équilibre des forces qui est ce qui faisait le plus défaut depuis l'élection de 1993.

Gouvernement sous surveillance, les libéraux ne pourront définir seul ce qu'est la raison d'État comme ils l'ont fait dans le cas du programme des commandites. Ils ne pourront non plus renier leurs promesses électorales à la première occasion, comme cet engagement pris en 1993 d'abolir la TPS. S'ils devaient revenir sur une parole donnée, ils devront expliquer pourquoi plutôt que prétendre avoir été mal compris. La transparence sera la mère de toutes les vertus politiques.

Ce qui vaut pour le Parti libéral vaudra aussi pour les partis d'opposition qui, dans un contexte de gouvernement minoritaire, auront un rôle déterminant. Fini le côté mécanique des votes aux Communes où il suffisait de s'opposer sans que ces partis aient vraiment à peser leurs opinions. Désormais, ils participeront au processus décisionnel à travers chaque vote. Ils devront être cohérents avec les positions défendues en campagne électorale, sinon exprimer les motifs qui les amènent à les nuancer. Les électeurs n'accepteraient certainement pas les jeux de pouvoirs par lesquels l'opposition marchanderait son appui au gouvernement Martin. Le maquignonnage ne sera pas toléré.

Le Parti libéral est celui qui devrait pouvoir profiter le mieux de la nouvelle période qui s'ouvre. En lui laissant la direction du gouvernement, les électeurs ont donné à Paul Martin une deuxième chance pour montrer qu'il peut transformer la politique canadienne. Comme chef du gouvernement, il a en main tous les outils nécessaires pour s'affirmer. Il est le maître du jeu. Tout sera une question de leadership, ce en quoi ses six premiers mois à la tête du pays n'ont pas été concluants. À lui de l'être maintenant.

Les conservateurs ont aussi besoin de cette période de transition. Cette élection est arrivée trop tôt pour qu'alliancistes et progressistes-conservateurs aient le temps d'assimiler leur fusion dans le nouveau Parti conservateur. L'intégration des anciens «progressistes» ne s'est pas faite. Ceux-ci n'ont pas voté pour le nouveau PC comme le montrent les résultats de lundi soir qui sont inférieurs au total des votes obtenus à l'élection de l'automne 2000 par l'Alliance canadienne et le Parti progressiste-conservateur.

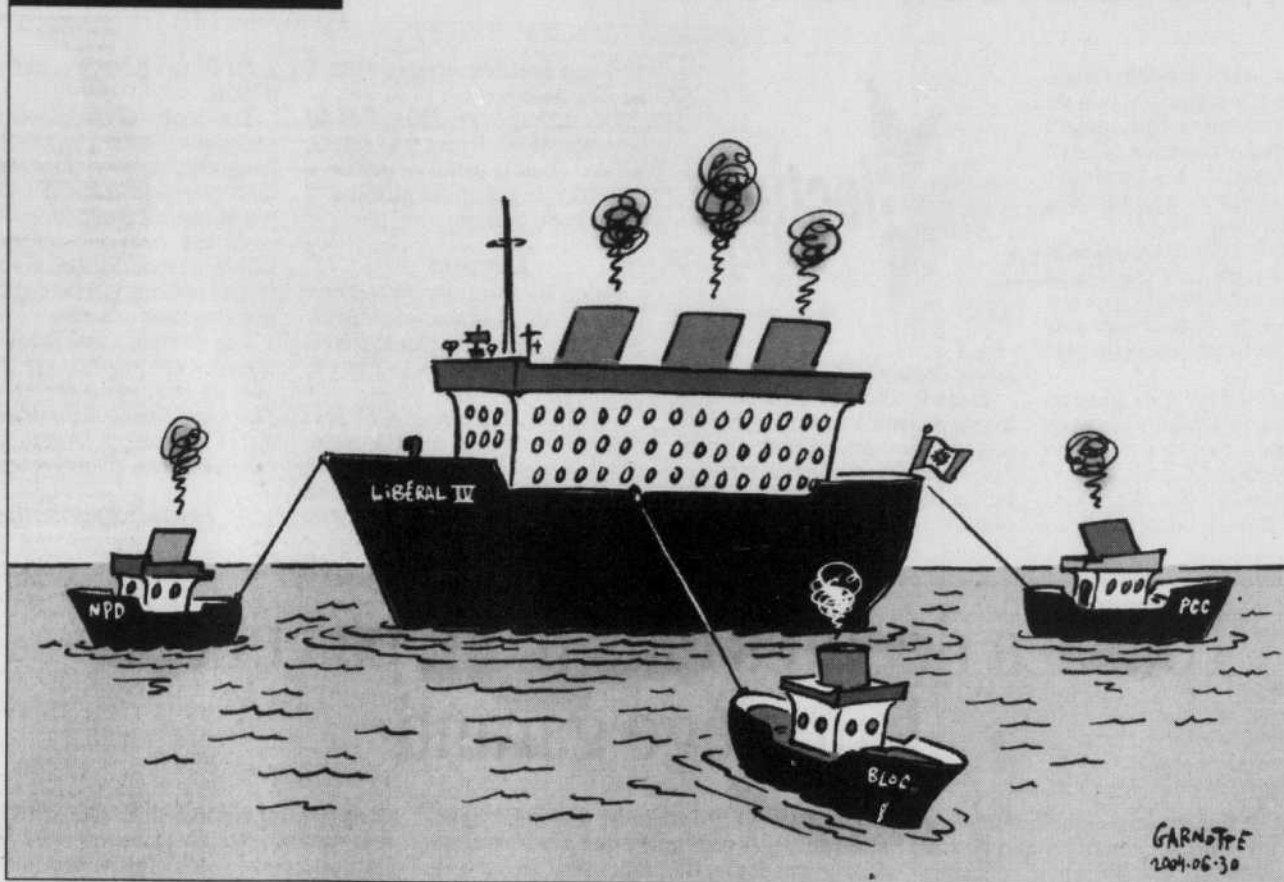
À cet égard, le message des électeurs à l'endroit du parti de Stephen Harper est sans ambiguïté. On ne veut pas d'un parti de droite aux positions doctrinaires. Deux électeurs sur trois ont choisi de donner leur voix à des partis défendant des mesures progressistes.

Le Bloc québécois et le NPD ont été les deux seuls partis que les électeurs ont récompensés dans cette élection. Tous deux ont vu leur part des suffrages croître par rapport à l'élection précédente, le premier de 50 % et le second de 100 %. Il s'agit d'une prime récompensant le travail fait par ces partis dans l'opposition. On pourrait dire qu'ils avaient le beau rôle face à un gouvernement usé par le pouvoir, mais ils l'ont assumé avec rigueur et constance. Les électeurs ont apprécié.

Dans le cas du Bloc québécois, l'élection de 54 députés relève de l'exploit, ce qui lui donne un caractère exceptionnel. On voit mal comment ce parti pourrait faire mieux la prochaine fois. À cet égard, le Bloc entreprend une période délicate de son histoire où il lui faudra faire la démonstration qu'il peut faire plus que s'opposer, mais aussi contribuer à l'adoption de politiques auxquelles les Québécois tiennent. Bref, faire en sorte que les votes que ceux-ci lui ont donnés comptent.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## LES REMORQUEURS...



## L E T T R E S

## La démocratie médiatique

Il y a une force montante au Québec et au Canada dont il faudra désormais tenir compte: celle du Parti vert. Un vote significatif vient en effet d'y être donné à travers le pays. Ce parti présentait des candidats dans les 308 circonscriptions électorales, avec un programme sérieux. Ce programme avait été patiemment préparé et réfléchi par les membres. Il répondait à une attente de plus en plus insistante des citoyens. Ceux-ci sont inquiets pour l'avenir de cette société de consommation excessive, cette société du «jetable» qui perd contrôle d'elle-même et néglige son enracinement dans la durée. Nous sommes pour une décroissance de L'AVOIR et une croissance de L'ÊTRE. J'ai cependant le regret de constater que les grands médias nationaux ont, dans l'ensemble, agi de façon déplorable en refusant de nous donner la visibilité à laquelle nous avions droit. À ce niveau, ce fut un déni de démocratie qu'il faudra de toute urgence corriger à l'avenir.

Jacques Léger  
Morin-Heights

## Démission en bloc du Bloc

Le peu de voix accordées au Québec au PC et au NPD, d'une part, et celles moins nombreuses que jamais obtenues par le PLC, et ce, en très grande partie grâce aux anglophones, d'autre part, démontrent de manière fulgurante que le Canada s'est sorti du Québec.

Il reste au Québec à sortir du Canada, et je crois que la voie la plus directe et la plus incontestablement légitime de le faire actuellement serait que les 54 députés du Bloc québécois démissionnent en bloc.

Autrement, ce parti est voué à améliorer la politique canadienne. Est-ce son rôle? Est-ce là le meilleur moyen de défendre les intérêts de la nation québécoise?

Andrée Ferretti  
Brigham, le 29 juin 2004

## Quel soutien pour les enfants autistes?

Lettre ouverte au ministre de la Santé, Philippe Couillard

Le gouvernement libéral est arrivé au pouvoir en promettant d'investir dans le champ de l'autisme. Le soir du 14 avril 2003, vous avez précisément promis plus de moyens pour intervenir et soutenir les enfants autistes et leur famille. Or la réalité, une fois de plus, est tout autre.

À Montréal, le soutien aux enfants autistes sans déficience intellectuelle tarde à se mettre en place dans les centres de réadaptation et les listes d'attente sont déjà interminables. D'autre part, la majeure partie des budgets alloués aux centres de réadaptation a été destinée aux enfants de zéro à cinq ans. La vie ne s'arrête pas à cinq ans, M. Couillard, et les enfants âgés de sept, huit, dix ou douze ans tirent profit de mesures éducatives adaptées à leurs besoins. Sur tout, ils continuent à progresser. L'enjeu est de taille pour eux et pour la société dans laquelle nous vivons; c'est celui de leur autonomie future.

[...] De septembre 2003 à avril 2004, notre fils participait à des groupes de socialisation à l'hôpital Sainte-Justine. Ce type d'intervention lui a été extrêmement profitable. Or la direction de l'hôpital a mis fin à ce service pour des raisons budgétaires, semble-t-il. Une autre compression.

Notre fils, qui souffre du syndrome d'Asperger (une forme d'autisme), est intégré au secteur régulier dans une école primaire de l'île de Montréal. Nous avons appris que l'an prochain, il bénéficiera de moins d'accompagnement en classe. La baisse de financement de la part de la commission scolaire signifie dans son cas environ 15 % d'heures d'accompagnement en moins chaque semaine. Ces compressions ont des incidences directes sur le soutien apporté à des enfants qui présentent une déficience mais qui sont néanmoins intégrés dans le secteur régulier de la Commission scolaire de Montréal. Résultat: les services à ces enfants diminuent, compromettant peut-être la réussite de leur intégration.

Où sont les investissements et le soutien promis?

Benoît du Berger  
Anne Deret

Montréal, le 21 juin 2004

## L'instabilité émotionnelle

La vérité, c'est que le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a tout le mérite d'avoir réussi de peine et de misère à garder 12 anciennes municipalités de banlieue représentant une population de 600 000 personnes dans le giron montréalais. Ce n'est pas Gérald Tremblay qui est responsable de la perte des autres alors qu'il s'est battu bec et ongles pour les garder. C'est le gouvernement du Québec.

Avant d'accuser le maire de Montréal d'avoir échoué, le chef de l'opposition devrait se poser la question suivante: des municipalités qui ont décidé de quitter, lesquelles seraient restées si c'est lui qui avait été maire? Réponse évidente: aucune.

L'autre question que Pierre Bourque devrait se poser est la suivante: des douze anciennes villes de banlieue qui sont restées grâce au modèle décentralisé du maire Tremblay, lesquelles seraient restées si c'est lui qui avait été maire? Réponse: très fort probablement aucune car leurs citoyens et leurs politiciens avaient en horreur le style de gestion centralisé et l'attitude autoritaire, imprévisible et instable de Pierre Bourque.

La dernière question que Pierre Bourque devrait se poser est la suivante: si sa réaction aux résultats des référendums est de courir partout en criant à la catastrophe alors que le maire Tremblay a réussi à garder dans le giron de Montréal les trois quarts de la population des villes de banlieue, quelle aurait été sa réaction s'il avait été maire et s'il avait, comme on peut raisonnablement le supposer, tout perdu? On ose à peine l'imaginer.

L'instabilité émotionnelle n'a pas sa place en politique. Elle ouvre la porte à la déraison, et c'est bien la dernière chose dont nous ayons besoin en ce moment.

Marie Laperrière  
Plateau Mont-Royal, le 28 juin 2004

## LIBRE OPINION

## Le métro à Laval: un rapport qui n'explique rien

PIERRE-YVES MELANÇON

Ancien membre du conseil d'administration de la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal et de l'Agence métropolitaine de transport

Le rapport de la vérificatrice générale du Québec et de son équipe sur la gestion du prolongement du métro vers la ville de Laval a fait beaucoup de bruit lors de sa sortie publique. Une lecture attentive de celui-ci nous mène à conclure qu'il ne mérite pas la note de passage à l'examen. S'il explique la structure de gestion et ses quelques failles, il échoue complètement en ce qui a trait à l'analyse de la hausse faramineuse des coûts du prolongement.

Le choix de prolonger le métro vers Laval a été pris par le premier ministre de l'époque, Lucien Bouchard, dans le cadre de la campagne électorale. Cette promesse électorale s'est transformée en engagement gouvernemental. La vérificatrice dénonce le choix qui, selon elle, n'est basé sur aucune analyse préliminaire.

Certes, il est de notoriété publique dans le réseau des gens des transports collectifs que le projet a été annoncé à partir de documents travaillés sur le coin d'une table au cabinet du premier ministre et, en plus, avec une carte et des données financières erronées.

Le gouvernement de M. Bouchard — légitimement élu — a le devoir de respecter ses engagements électoraux. Ce n'est pas à la vérificatrice générale de faire la leçon à qui que ce soit sur les choix politiques du gouvernement. Elle doit cependant se

concentrer sur la mise en œuvre administrative selon les règles et les normes gouvernementales. C'est ça, son mandat.

## La structure de gestion

La vérificatrice s'en prend à la structure de gestion comme source importante de l'écart entre les coûts estimés à différentes phases du projet et la réalisation du prolongement du métro. Elle laisse entendre que les membres du conseil d'administration de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) ne disposaient pas de toute l'information à la prise de décision. Il n'en est rien.

Comme ancien membre du conseil, avec mes collègues, nous avons approuvé la mise en place de la structure organisationnelle (élément 20 du rapport). Cette structure a été longuement discutée entre les divers partenaires avant d'être approuvée par le conseil. Je peux aussi confirmer que ces discussions se sont aussi faites au conseil d'administration de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM, maintenant STC, ou Société de transport de Montréal).

Les dirigeants politiques de la STCUM ne souhaitaient pas voir la mise en place d'un nouveau Bureau du transport métropolitain (BTM) comme il en existait un pendant les diverses phases de la construction du métro de Montréal. Nous souhaitons une structure innovatrice. Le choix s'est porté sur la formule IAGC (in-

génierie, architecture et gestion de la construction) en accord avec tous les partenaires.

Cette structure organisationnelle était composée des plus hauts fonctionnaires de divers ministères québécois, des dirigeants des sociétés de transport, de cadres supérieurs, d'ingénieurs hautement spécialisés, etc. Il en a été de même pour le choix de la formule IAGC.

La vérificatrice a mis en relief un certain nombre de lacunes dans la gestion générale du projet

À titre de membres du conseil d'administration, lorsque nous avons des décisions à prendre à propos de ce projet, nous étions informés que les recommandations provenant du comité d'orientation avaient été étudiées, débattues à travers les divers comités techniques de la structure organisationnelle. Et, pour la plupart, les recommandations étaient faites à l'unanimité.

Un membre du conseil d'administration, voire un ministre, peut-il contester techniquement une recommandation unanime de tous ces spécialistes? La réponse faite au rapport de la précédente présidente-directrice générale de l'AMT, Florence Joncas-Adenot (élément 146), est très éloquent en ce qui a trait au mode de fonctionnement de la structure organisationnelle. Malheureusement, la vérificatrice générale n'en a pas tenu compte.

## De la hausse des coûts

La vérificatrice a mis en relief un certain nombre de lacunes dans la gestion générale du projet. Et c'est très

bien ainsi. Les gestionnaires prendront les mesures correctrices voulues. Mais ces lacunes administratives sont, somme toute, très marginales par rapport à la hausse significative des coûts. Le rapport ne nous est d'aucune utilité pour comprendre cette hausse.

Tout au long du processus de gestion du projet, comment est-il possible que tant de spécialistes — membres des divers comités de la structure organisationnelle — aient pu se tromper à ce point sur les estimations des coûts, entre l'estimation de 378 millions et l'autre à 547 millions? Cela, la vérificatrice aurait dû nous le dire.

Est-ce la hausse des coûts de construction des tunnels qui a été sous-évaluée? Est-ce l'intégration au projet de nouveaux concepts de stations de métro? Est-ce l'ajout de structures auxiliaires? C'est à des questions de ce genre que la vérificatrice aurait dû tenter de répondre. Répondre à ces questions nous aurait probablement permis aussi de comprendre comment il se fait que le projet est maintenant rendu à plus de 800 millions de dollars!

Décidément, dans ce projet, il y a des manques inexplicables. En juillet 2003, le projet était estimé à 547 millions. Un an plus tard, il est rendu à 800 millions. Il y a évidemment une explication. Si la vérificatrice est incapable de le faire, c'est au mandataire gouvernemental — l'AMT, en l'occurrence — de faire la lumière sur cela. Si la notion d'imputabilité des hauts fonctionnaires et des dirigeants des sociétés de transport et aussi de la firme IAGC a encore un sens, ils doivent répondre de leurs décisions. C'est de fonds publics qu'il est question.

## IDÉES

# Pourquoi pas une vraie confédération?

MARC THIBAUT  
Saint-Pierre

Depuis 1995, sentant un relâchement de la fibre fédéraliste des Québécois, Ottawa a dépensé un milliard de dollars en occupant des espaces publicitaires et en saupoudrant le Québec de bannières et de drapeaux canadiens alors que le système de santé s'écroulait en raison du déséquilibre fiscal.

Dans la même foulée de dilapidation des fonds publics, Adrienne Clarkson, la gouverneure générale, a dépensé en 2003 cinq millions de dollars en un seul voyage pour faire la promotion du Canada à l'étranger et utilisé à plusieurs reprises, aux frais des contribuables, un avion du gouvernement fédéral pour se rendre à sa résidence secondaire sur la baie Géorgienne, en Ontario. Bien que son poste ne soit qu'honorifique, elle a dépensé en 2002 la coquette somme de sept millions pour rénover sa résidence officielle, sur un budget total du bureau du gouverneur général de 35 millions.

Pendant qu'on attend dans les files d'attente des hôpitaux en province, 10 000 professionnels de la santé et autres fonctionnaires fédéraux de Santé Canada, payés avec nos impôts, s'amuse à faire des statistiques sur la piètre santé des Canadiens sans pour autant contribuer à rendre le système plus efficace.

De son côté, Agriculture et Agroalimentaire Canada fait de la recherche et la promotion sur les OGM à coups de millions de dollars provenant de nos deniers alors que l'ensemble des Canadiens est opposé à leur utilisation! On ne peut pas continuer cette liste en passant sous silence le détournement des 40 milliards de dollars de l'assurance-emploi au détriment des travailleurs et des sans-emploi, qui va en contrevention des responsabilités constitutionnelles du gouvernement canadien.

Outre ces nombreux scandales, la structure fédérale est obèse avec plus de 200 ministères et organismes qui s'ajoutent à plus de 210 ministères et organismes au Québec. On ne peut donc pas être surpris de savoir que les Québécois sont un des peuples les plus taxés de la planète!

## Pas de parti national

Maintenant, si on examine la démocratie canadienne, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de parti représentant l'intérêt véritable de la population d'un océan à l'autre. Les libéraux voient à l'intérêt de leurs amis, les conservateurs voient à l'intérêt des cow-boys (et de leurs amis), le Bloc voit à l'intérêt du Québec et les néo-démocrates voient à l'intérêt de se faire connaître.

Qu'attend-on pour abolir ce système fédéral cor-



JIM YOUNG REUTERS

Si on examine la démocratie canadienne, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de parti représentant l'intérêt véritable de la population d'un océan à l'autre.

rompu, souffrant d'embonpoint et gouverné par des ploutocrates? Pourquoi ne parle-t-on pas de confédération pour résoudre ces problèmes de mauvaise gouverne, de démocratie et de déséquilibre fiscal?

Une confédération est définie comme l'union de plusieurs États qui s'associent tout en conservant leur souveraineté. Un système où chaque province/nation ou groupe de provinces/nations aurait son propre «bloc» au sein d'un conseil confédéral et où seuls certains enjeux (par exemple, l'armée, la monnaie, les douanes) seraient gérés par l'organe confédéral n'est-il pas une piste à explorer?

À l'heure actuelle, le concept de Canada n'est que source de conflits, d'insatisfaction, de déboulements de compétences, de manque de contrôle et de gaspillage de fonds publics. Une gestion pleine et entière des finances publiques par les provinces permettrait de répondre plus adéquatement aux besoins des citoyens car il est coûteux et inefficace de gérer les services de proximité à l'échelle d'un si grand pays.

Les indépendantistes potentiels, qu'ils soient de l'ouest ou de l'est, découvriraient enfin la souveraineté tant convoitée. Les férus du concept de Canada pourraient encore se targuer d'être des Canadiens.

## L'enjeu des villes pour les gouvernements

# Les barbares sont-ils vraiment à nos portes?

MARIE-FRANCE LE BLANC

Chercheuse associée, Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, Université du Québec à Montréal

Lors du récent Forum national sur la croissance économique, les maires des grandes villes canadiennes ont interpellé les chefs des partis fédéraux et réclamé aux gouvernements supérieurs une plus grande reconnaissance. Certains ont exprimé leurs inquiétudes devant l'élection des conservateurs, d'autres parlant même de «désastre total» et de «barbares à nos portes». Cette anecdote illustre la part croissante qu'occupe le gouvernement fédéral dans les affaires municipales.

Ceci ne doit pas faire oublier que, juridiquement, les villes demeurent les créatures des gouvernements provinciaux. Plus encore, le jeu des partis ne doit pas faire perdre de vue le rôle clé joué par les communautés civiques locales.

Une analyse comparative des expériences d'organisation territoriale de Montréal et Toronto montre bien à quel point les influences partisanes colorent les politiques des gouvernements provinciaux envers les villes. Elle permet aussi de constater, au lendemain du démantèlement de Montréal, des différences notoires dans l'expression des communautés civiques locales, différences qui exercent une incidence déterminante sur la gouverne métropolitaine.

## Influences partisanes et culture locale

Il n'y a pas de gouvernements métropolitains, généralement assimilés à des innovations progressistes, sans intervention du gouvernement de tutelle. Paradoxalement, ce sont des partis conservateurs qui, par le passé, ont créé ces instances institutionnelles: dans les deux cas, l'objectif était de limiter les contributions financières des gouvernements supérieurs.

À Toronto, dès les années 50, la question de la planification métropolitaine (manque de logements, hausse des loyers, déplacement d'activités économiques en périphérie) attire l'attention des élus, des fonctionnaires et des citoyens. La communauté civique joue un rôle déterminant lors de la création, en 1954, de la Municipality of Metropolitan Toronto par le gouvernement conservateur.

Cette instance a permis de reporter sur la prospère ville de Toronto le financement des infrastructures des villes de banlieue adjacentes. Jusqu'à la fusion, en 1998, elle a efficacement géré la métropole. Mais la question du développement dans les régions adjacentes de Peel, Halton, York et Durham a été laissée

en plan. Depuis une trentaine d'années, plusieurs interventions de la province ont de ce fait contribué à créer un fossé entre le centre de Toronto et le reste de la région. Toronto constitue donc un cas de figure mettant en scène un gouvernement provincial plus ou moins bien disposé vis-à-vis de la ville centre.

Au Québec, en l'absence de consensus local, le gouvernement provincial a agi de façon unilatérale au cours du XX<sup>e</sup> siècle pour revoir l'organisation du territoire. À Montréal, dans les années 50, les acteurs — surtout des élus locaux — sont assez indifférents envers les enjeux métropolitains (diminution de l'importance économique de Montréal, planification du transport) ... sauf lorsque le gouvernement provincial songe à imposer une fusion.

La gestion métropolitaine dans l'île de Montréal commence véritablement en 1970 avec la création de la Communauté urbaine de Montréal (CUM). Malgré des difficultés de fonctionnement lors de la première décennie, la CUM a permis aux municipalités de l'île de Montréal de bénéficier des services d'une grande ville et à la ville centrale de répartir le coût de certains équipements.

En bref, la comparaison des expériences de gestion métropolitaine dans ces villes suggère que les communautés civiques actives influencent les interventions des gouvernements supérieurs à l'endroit des villes centrales et facilitent l'adoption de mesures progressives pour les métropoles.

## Évolution récente et différences persistantes

Les différences que présentent les agglomérations de Toronto et de Montréal continuent de se perpétuer, comme en témoigne leur évolution récente, que ce soit sur le plan des responsabilités municipales, de la gouverne régionale ou de l'expression de la communauté civique.

Brièvement, l'objectif premier du gouvernement conservateur de Mike Harris était de réduire les dépenses et l'État: les fusions n'étaient qu'un élément d'une vaste réforme visant à redistribuer les responsabilités entre le provincial et les municipalités. Au Québec, par contre, le gouvernement péquiste a invoqué à plusieurs reprises la recherche d'une plus grande équité fiscale et sociale.

Les expériences de Toronto et Montréal se distinguent par le traitement accordé aux enjeux régionaux. À Toronto, le regroupement des municipalités de l'ancien gouvernement métropolitain a été fait sans souci pour intégrer la mégacity à la région du

Grand Toronto. À Montréal, la création de la Communauté métropolitaine de Montréal, responsable d'assurer une coordination multisectorielle à l'échelle régionale, a précédé les fusions d'un an.

Mais surtout, les deux expériences se distinguent par la recomposition de la communauté civique à Toronto. Fortement ébranlée après la fusion, la communauté torontoise s'est depuis fait une nouvelle identité qui lui a permis de contrebalancer le gouvernement provincial et de se projeter comme une entité crédible sur la scène fédérale. Aux dernières élections municipales, les candidats à la mairie réclamaient un *new deal* entre Toronto, la province et Ottawa.

## Montréal et les libéraux du Québec

À Montréal, ces dernières années, un certain rapprochement s'était effectué entre anglophones et francophones et des liens avaient été tissés entre les élus et divers groupes de la société civile. Mais les traditions civiques au niveau métropolitain demeurent bien fragiles.

Les orientations partisanes exercent une incidence considérable sur le climat social des villes

Au lendemain des référendums qui ont recréé la totalité des entités de l'Ouest de l'île, la métropole montréalaise se retrouve avec une capacité de représentation affaiblie auprès du gouvernement provincial. Au conventionnel clivage entre la périphérie et le centre s'ajoute le clivage entre le West Island et Montréal. Les querelles qui naîtront au sein du conseil d'agglomération n'aideront en rien Montréal et la métropole demeurera vulnérable face aux interventions des autorités provinciales et fédérales.

On ne peut dissocier le processus de démantèlement des orientations plus larges du gouvernement provincial. De façon générale, les libéraux sont peu sensibles aux besoins de la métropole: après les élections en 2003, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole est d'ailleurs devenu le ministère des Affaires municipales et du Sport.

Les orientations partisanes exercent donc une incidence considérable sur le climat social des villes et sur leur gestion. Aussi, les maires des grandes villes ont bien raison de se soucier des engagements pris par les partis fédéraux.

Mais il ne faut pas perdre de vue que le bien-être des agglomérations repose à la fois sur des gouvernements bien disposés envers les villes et sur la cohésion des communautés civiques locales. Avant de se demander si les barbares sont à nos portes, il convient de se demander qui sont les barbares et de s'assurer de la cohésion des forces vives à l'intérieur du fort.

# Le suicide de Ian

RENÉ BINET  
Avocat de Ian

Il y a plusieurs printemps, Ian terminait une cure en désintoxication. C'était le dernier printemps avant sa majorité. Une gueule de chanteur grunge, un dragon tatoué sur le bras et une seringue dans la veine, Ian avait trouvé un coin de paradis, son nirvana. Un lieu intemporel, un espace-temps cosmique, une autre dimension loin de son enfer terrestre, une transcendance artificielle. Son *pusher* était le pape de sa religion, sa seringue, sa prière, et sa *dope*, son refuge paradisiaque.

L'extase et l'euphorie se sont graduellement dégradées en une sensation de manque et de souffrance. À son insu, la drogue lui avait tatoué le diable dans les neurones. Cette structure neurologique, en bête tyrannique et insatiable, commandait quotidiennement sa pitance.

Je connaissais Ian depuis plusieurs années. Il avait 13 ans lors de son premier passage au tribunal. Pris en charge en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants et la Loi sur la protection de la jeunesse, Ian devait passer l'essentiel de sa vie d'adolescent à errer dans les corridors du tribunal et des centres d'accueil.

Déstabilisé et pris en charge par une multitude d'intervenants, il n'a jamais réussi à trouver un sens à sa vie. Il a eu son lot de discours, de sermons, Trop d'éducateurs, pas assez de psychologues. À quoi peut bien servir un système judiciaire pour les jeunes lorsque les services ne suivent pas? A légitimer un beau gâchis.

## Jugé, disséqué, analysé

Je sais qu'il en avait marre de se faire disséquer sur la place publique, trop exposé aux discours des juges, des avocats et de pseudo-experts. Humilié, on lui disait qu'il était atteint du principe du plaisir, qu'il avait besoin d'un traitement cognitivo-comportemental en centre pour qu'il se programme au principe de notre réalité et devienne un actif pour notre société.

Le peu d'estime qu'il avait pour lui-même en prenait pour son rhume. Il était, année après année, jugé, disséqué, analysé, réduit en rapports de toutes sortes afin que de parfaits inconnus puissent l'examiner et donner leur opinion. Il se voyait contraint par ordonnance judiciaire à se motiver sous peine de sanction supplémentaire. On lui ordonnait de se conformer, d'aller à l'école ou de travailler, sinon il se retirerait de liberté.

L'ordonnance était sa prescription judiciaire, présumément pour son bien. C'était le prix à payer pour qu'il vive avec nous. Depuis que les adultes ont inventé la raison, un mode d'emploi de la vie, une taxe pour le droit au passage sur Terre, ils ont fait chier pas mal de jeunes. Animés de bonnes intentions, tous ces vertueux de la vie du haut de leur pureté ont, bien malgré eux, humilié et découragé plus d'un jeune.

La conception de plaisir de Ian lui provenait d'une souffrance, d'une famille ayant connu son lot de difficultés, de ses décrochages scolaire et social. Il est tombé comme une pierre à travers les mailles de nos structures et de notre conception de la réalité.

Boris Cyrulnik affirme que pour aider un enfant, il faut pouvoir créer avec lui un lien et de l'affectivité pour l'affecter positivement. Établir un lien chaleureux afin d'établir un contact. Ordonner et tirer sur la tige ne fait jamais de bien aux racines, surtout si elles sont fragiles. La vie n'est pas un ultimatum. Un tuteur solide, stable et chaleureux est plus efficace.

## Impasse

Pour les jeunes en difficulté, on a promulgué des lois qui ont donné naissance à des systèmes, à des structures. Ces dernières se sont sclérosées en perdant leur âme. L'âme est ce lien privilégié entre deux individus, un lien stable, chaleureux et significatif.

Je travaille depuis 14 ans dans ce milieu des jeunes en difficulté et je peux affirmer que ce réseau n'a pas d'âme. Structures, organigrammes, rendement, management, contrôle, autojustification du système, loi de l'omerta constituent les aberrations de ce système, et voilà pour la charité. Notre petite entreprise de l'enfance en difficulté ne connaît pas la crise. Nous sommes des courtiers en soin humanitaire; pour l'âme, on repassera. Ces relations entre aidant et aidé dégènerent trop souvent en relation dominant-dominé.

Ian était un enfant de son époque, où le suicide demeure la principale cause de mortalité. Un de ces enfants qui n'appartiennent ni au monde public ni au monde privé. Il était un de ces jeunes qui cherchent un sens à leur vie, des repères et une représentation de l'avenir.

Bref, c'était le printemps, le dernier éducateur en lice m'a informé qu'il allait voir Ian sur la rue Christophe-Colomb, coin Bélanger. À l'église, il y avait une trentaine de personnes venues se recueillir devant une petite boîte contenant les cendres de Ian. Il avait décidé d'en finir en s'injectant une dose létale, dans une veine sous son dragon. Dieu se pique, me disait Ian, et voilà pour son passage parmi nous.

Il n'aura pas vu les belles journées de ce printemps qui commençait à peine. Dans les saisons de ma vie, je pense à Ian à tous les printemps. Je l'imagine marchant sur la rue Lajeunesse par une journée ensoleillée, se dirigeant vers le parc. J'aurais tant aimé qu'il s'accorde un sursis. Peut-être aurait-il découvert un livre, rencontré une personne significative ou écouté une chanson, *Wonderful World*, chantée par Louis Armstrong.

J'aurais pu lui dire de prendre son temps, que rien ne presse, que l'étape de la majorité avec des problèmes n'était pas catastrophique. Lui dire d'oublier un moment tous les discours de ces adultes trop pressés. Je lui aurais parlé de la vie de l'écrivain William Burroughs et de son livre *Junky*, du livre de Bertrand Russell, *Éloge de l'oisiveté*, de Henri Laborit et de *L'Éloge de la fuite*, de Keith Richards, de Charlie Parker. Qu'il vait mieux se piquer et demander de l'aide que de s'exécuter.

Je lui aurais parlé de ce Boris Cyrulnik, de l'importance de rêver, de la mer, des palmiers. J'aurais aimé qu'il prenne le temps, le temps de sa vie qui lui appartenait après tout, même si elle était marginale.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (sport), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumais (rédaction); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Talleyer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cormier (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Genevieve Ois-Dionne (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Veronique Gervais, Christiane Legault, Amélie Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Nathalie Zemanitz, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Ginette Leclerc, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif) et directeur général.

## ACTUALITÉS

## JAZZ

SUITE DE LA PAGE 1

Douglas avec Roswell Rudd. Tous des Américains. CQFD: la capitale du jazz demeure New York et non Paris, Stockholm ou Tombouctou.

Depuis la publication de son premier album il y a 24 ans de cela, Marsalis s'est produit régulièrement sur les scènes du festival. Mais cette année, il ne revient pas comme il venait les années précédentes. Pour être précis, ce soir sera la première fois qu'il se présente à nous depuis qu'il s'est lié à l'étiquette Blue Note.

Peut-être faut-il rappeler que, pendant plus de deux décennies, ce trompettiste si amoureux des pleins et déliés chers à Duke Ellington et Miles Davis fut libre de faire ce qu'il voulait jusqu'à ce que les patrons de Columbia décident de ne pas renouveler son contrat. La chute fut dure. Après avoir fréquenté les cimes du jazz pendant des lunes, voilà qu'on le renvoyait dans le vide.

Pour Blue Note, Marsalis a enregistré un album qui a ceci de remarquable: la profondeur. Celle de sa sonorité et de son propos. Sa sonorité? Elle est plus ample. Son propos? Plus succinct, plus concentré. Plus blues que jamais. Cette nouvelle étape, Marsalis l'entame avec une sérénité digne d'être saluée.

Curieusement, le saxophoniste Greg Osby prend un malin plaisir depuis plusieurs mois à fréquenter les univers fréquentés autrefois par Marsalis. Après avoir décliné les sonorités propres à traduire convenablement les horizons urbains de New York, voilà qu'il remonte le fil du temps. Qu'il explore La Nouvelle-Orléans et Saint Louis. Osby, on l'a choisi pour... l'étonnement!

Depuis qu'il s'est affranchi de Miles Davis, le saxophoniste Kenny Garrett s'affirme davantage comme soliste, comme instrumentiste, que comme compositeur. En ce sens, il est l'héritier de la tradition, la grande tradition, établie par Coleman Hawkins, Charlie Parker, Sonny Rollins, Dexter Gordon, Sonny Criss, Charlie Rouse, Hank Mobley et trois ou quatre autres. Garrett est un souffleur infatigable.

Le trio dit The Bad Plus est la nouveauté de l'année. Il y a trois mois de cela, les membres de cette formation faisaient la une de la revue *Jazz Magazine*, qui voit en ces jeunes messieurs une partie de l'avenir du jazz. On va voir cet orchestre pour la surprise, la découverte.

Ah! Steve Bernstein... Depuis son long copinage avec John Lurie, les Lounge Lizards, on retient que ce trompettiste n'a pas son pareil pour allier l'humour et la vitalité musicale. Qui plus est, notre homme se distingue par un éclectisme propre à défriser tous les blases de la terre. Des musiques de James Bond au *Sex Machine* de James Brown en passant par le klezmer, Bernstein s'affiche comme l'alchimiste du jazz.

Autre trompettiste de grand talent, Dave Douglas s'est fait connaître par son association avec John Zorn dans Masada. Parallèlement, il s'est taillé toute une réputation en signant pour l'étiquette allemande Winter & Winter des albums où l'influence de compositeurs curieux du jazz comme Stravinski, Bartók, Ravel et Piazzola est assez présente. À ses côtés, c'est à retenir, il y aura l'immense tromboniste Roswell Rudd.

Sur Charlie Haden, Dewey Redman et le Roomful of Blues on reviendra.

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les avis de décès (Le Mémoriel)

Au téléphone (514) 525-1149  
Par courriel [info@lememoriel.com](mailto:info@lememoriel.com)

## Les petites annonces

## et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Service à la clientèle et

## abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le *Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

1972, étant maintenant impossible, le PLC devra vraisemblablement bien faire ses devoirs avant chaque vote pour s'assurer d'un appui suffisant en fonction de la situation. Malgré cette apparente instabilité, Paul Martin estime que les Canadiens ont «un gouvernement minoritaire stable» qui peut très bien fonctionner.

«[Dans l'histoire], des gouvernements minoritaires ont fait de bonnes choses, a dit le premier ministre à l'occasion d'une conférence de presse à Ottawa. Le gouvernement de [Lester] Pearson en est un bon exemple. Il y a eu des accomplissements majeurs. Je crois personnellement qu'un gouvernement minoritaire peut fonctionner et peut avoir un mandat.» Les deux gouvernements minoritaires de Lester B. Pearson entre 1963 et 1968 avaient entre autres permis au Québec de mettre en place une série d'initiatives comme la Régie des rentes, puisque M. Pearson reconnaissait un fédéralisme asymétrique.

Paul Martin n'est évidemment pas allé jusque-là, refusant toujours de reconnaître le déséquilibre fiscal même si le Bloc a obtenu une écrasante majorité de sièges au Québec en faisant campagne entre autres sur cet aspect. «Le mot déséquilibre est une question de terminologie, s'est-il borné à dire. Est-ce que les provinces souffrent de pressions financières réelles? Oui. Est-ce que ça se manifeste à certaines places? Oui. Et là où c'est le plus évident, c'est dans le domaine de la santé. C'est pour ça qu'on va avoir une conférence des premiers ministres sur le sujet [cet été].»

## L'avenir de Harper

Une toute autre ambiance régnait dans l'avion du PC au retour de Calgary hier. Ayant lui-même reconnu lundi soir être déçu du résultat des élections, le chef conservateur Stephen Harper tentait d'afficher une meilleure mine, mais sa déception a transpiré dans ses propos. A une journaliste qui lui demandait s'il allait demeurer à la tête du parti, il a répondu de façon tiède, donnant l'impression à bien des gens qu'il ouvrirait la porte à une remise en question de son avenir.

Directement, par contre, il n'a rien dit de tel. «Bien... je suis toujours prêt à servir. Donc, je vais passer quelque temps avec ma famille. Je parle déjà avec des gens dans tout le pays. Mon sentiment est que nos gens sont assez contents du chemin parcouru en cette courte période de temps», a-t-il répondu lors d'un point de presse éclair et improvisé dans son avion de campagne.

Le reste de ses propos, toutefois, ne laissait pas voir un homme qui songe à tout abandonner. «Ce qui est arrivé et que les sondages n'ont pas perçu, c'est un mouvement de dernière minute du vote néo-démocrate vers les libéraux, particulièrement en Ontario, et c'est là que le gros de la différence, inattendu, s'est produit. Mais au bout du compte, je pense que nous avons obtenu un résultat historique. Nous sommes la plus forte opposition officielle en 25 ans et nous avons un futur très intéressant devant nous. Parce que je l'ai dit [lundi], un gouvernement minoritaire signifie inévitablement que la bataille ne fait que commencer», a-t-il déclaré.

M. Harper, qui a des rapports tendus avec les médias, est le seul chef de parti à n'avoir tenu aucune conférence de presse hier. Les quelques minutes accordées à la sauvegarde n'ont pas permis de lui demander de clarifier l'impression laissée.

Il est toutefois revenu sur son discours de lundi soir alors qu'il soulignait le caractère «modeste» du mandat de M. Martin. Il notait hier que le chef libéral n'avait plus qu'une minorité. «Et il m'apparaît que, même avec le NPD, ce ne sera pas tout à fait assez pour faire adopter ses projets de loi. Je pense que le Parti libéral devra évidemment écouter, ce qui sera très différent», a-t-il relevé.

Pour sa part, il est clair qu'il aurait aimé et croyait pouvoir faire mieux, mais il refuse toute comparaison

SUITE DE LA PAGE 1

s'agisse de poursuivre la mise en œuvre de Kyoto ou de défendre la diversité culturelle. Mais il sera surveillé de près et fera face à une opposition certaine chaque fois qu'il voudra piler sur les pieds des provinces. Le PC et le Bloc seront les premiers à se mettre sur son chemin.

Sa position à la tête des conférences des premiers ministres ne sera pas beaucoup plus confortable. Il a beau dire le contraire, son mandat est fragile et, à la veille d'une conférence des premiers ministres sur la santé, ça ne l'avantage pas. Ça l'avantage d'autant moins que tous les autres partis fédéraux veulent qu'Ottawa verse plus d'argent aux provinces que ce qu'ont promis les libéraux. Et que dire de la conférence qu'il s'est engagé à tenir sur «les pressions financières» subies par les provinces? Il est encore le seul à éviter de parler de déséquilibre fiscal. Dans le contexte actuel, il lui sera difficile de ne pas jeter du lest.

Aucun parti n'aura toutefois intérêt à provoquer la tenue d'élections rapides. Tous voudront reprendre leur souffle et regarnir leurs caisses avant de repartir en campagne. Le Bloc québécois a pour sa part atteint un sommet et il ne sera jamais sûr de pouvoir retrouver les mêmes conditions favorables. Quant au NPD, il détient un pouvoir qu'il n'aurait pas l'assurance de retrouver.

Les chefs libéral et conservateur sont confrontés

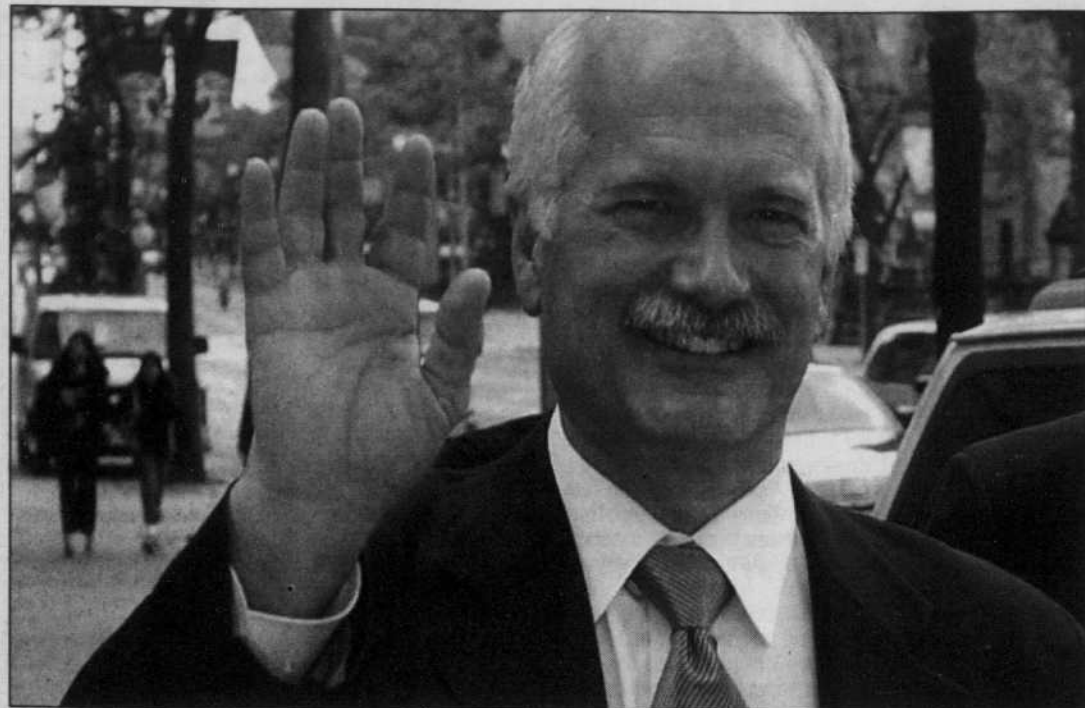
SUITE DE LA PAGE 1

dans ses racines populaires et divertissantes.

«Le Rideau Vert s'est essayé du côté avant-gardiste au cours des dernières saisons et a échoué», dit-elle, en pensant par exemple aux créations récentes de Denis Marleau présentées au TRV. «Le théâtre d'avant-garde existe à la Veillée ou à l'Espace Go, ajoute-t-elle. On n'a pas besoin d'en rajouter [...] Je ne veux rien révolutionner. Je laisse ça aux jeunes qui ont de nouvelles idées. Moi, j'en ai d'autres, peut-être plus conservatrices. Oui et non en fait. Je pense être une jeune vieille ou une vieille jeune.»

En avant comme avant, donc? «Je ne pense pas que Mme Filiatrault veuille que ce théâtre revienne à ses racines», réplique Denis Detcherey, président de la fondation et membre du conseil d'administration. «Elle veut aller dans un répertoire qui ne nous ramène pas au passé. Nous voulons remplir la salle avec de la qualité, sans oublier la notion de divertissement. Cabaret offre un bel exemple de ce que nous voulons faire à l'avenir.» Le président ajoute que les observations des six experts s'appuyaient sur «une étude produite l'an dernier sur les orientations du TRV dans le marché d'aujourd'hui». Il précise que le choix de la nou-

## MINORITAIRE



JIM YOUNG REUTERS

Le chef néo-démocrate Jack Layton était moins souriant que d'habitude quand il s'est adressé aux journalistes hier.

avec la performance de 2000. Selon lui, il faut comparer les résultats avec ce qui attendait l'Alliance et le Parti progressiste-conservateur s'ils étaient restés séparés. «Nous devons aller plus loin pour réaliser ce que nous voulons. Je pense que nous avons solidifié la base conservatrice et mis sur pied une organisation qui est maintenant présente à l'échelle du pays», a-t-il ajouté. Il a toutefois reconnu que les choses n'allaient pas aussi vite qu'il le souhaitait. «Les événements se succèdent un peu plus lentement que nous le pensions, mais ils se produisent», a-t-il dit.

## Layton désappointé

C'est un Jack Layton beaucoup moins souriant que d'habitude qui a pris la parole devant les médias hier. «C'est sûr que je suis désappointé, a-t-il lancé. Ce sont des élections amères pour le NPD. Nous sommes le seul parti pancanadien qui ait obtenu plus de votes qu'aux dernières élections, mais avec peu de différence en nombre de sièges. La politique, c'est comme la vie, ce n'est pas toujours juste.»

Le NPD est allé chercher 2,1 millions de votes lors de ces élections, soit près de un million de plus qu'en 2000, pour un total de 15,7 % des électeurs. Or il n'a obtenu que 6 % des sièges. «Ça montre qu'on a besoin d'un changement dans le système électoral, a affirmé Jack Layton. Bien qu'on ait obtenu 5 % plus de votes qu'en 1997, nous avons élu deux députés de moins. Ce n'est pas normal et je crois que les Canadiens ont un appétit pour une modification de notre système électoral.»

Le Parti libéral a obtenu 4,9 millions de votes pour 36,7 % des suffrages; le Parti conservateur, 3,9 millions de votes pour 26,9 % des électeurs; le Bloc, 1,6 million de votes pour 12,4 % du total des suffrages. Le taux de participation annoncé par Elections Canada sur son site Internet est de 60,5 %, soit sensiblement le même qu'en 2000.

Le chef du NPD avoue que le retour de dernière minute vers les libéraux de beaucoup d'électeurs tentés par son parti a grandement nui. «Dans certaines régions, les gens ont certainement voulu barrer la route aux conservateurs et ça nous a causé des problèmes», a-t-il dit.

Selon lui, les Canadiens viennent de se donner un gouvernement «qui se doit d'être humble». «Aucun parti

n'a reçu de chèque en blanc pour faire ce qu'il veut, a-t-il dit déclaré. Nous avons la possibilité dans ce Parlement de montrer comment un État peut fonctionner et restaurer l'intégrité et la confiance. C'est impossible de dire combien de temps ce gouvernement minoritaire va durer, ça va dépendre de la sagesse des partis. Chacun va interpréter le mandat qu'il a reçu des citoyens et tentera de le respecter le plus possible. Mais mon sentiment est qu'on pourra faire des choses très positives.»

## Martin veut être plus présent au Québec

La première épreuve de Paul Martin comme premier ministre sera la conférence sur la santé qui approche avec les provinces. Il estime toutefois être bien en selle pour négocier cette nouvelle entente. «Je me sens bien assis et je pense que je suis dans une position pour représenter l'intérêt national, a-t-il dit. Je pense que tout le monde a la santé à cœur et j'espère que ce ne sera pas un rapport de force avec les provinces [mais une coopération].»

Paul Martin n'a pas cherché à masquer sa déconfiture dans sa province d'adoption, où seulement 21 députés libéraux prendront le chemin d'Ottawa. Il nie catégoriquement avoir sacrifié le Québec au profit de l'Ontario en déclenchant des élections en mai, alors que les sondages dans la province étaient désastreux pour le PLC.

«Je n'ai aucun regret, a-t-il dit. Est-ce qu'on a sacrifié le Québec, la réponse est claire et catégorique, absolument non. Je voulais entre autres un mandat pour m'entendre sur la santé car ça implique beaucoup d'argent.» Si Paul Martin avoue que «le dossier des commandes à joué fort» sur les résultats au Québec, il affirme aussi qu'il sera plus présent dans la province «pour expliquer les politiques» qu'il mettra en place. «J'ai toujours été très ouvert au Québec et je vais continuer de l'être», a-t-il affirmé.

À partir d'aujourd'hui, le premier ministre se concentre sur la formation de son cabinet, la conférence sur la santé, puis sur la rédaction du discours du Trône, prévu lors du rappel du Parlement à l'automne.

Le Devoir

## CASSE-TÊTE

aux situations les plus difficiles. Le PLC doit refaire son unité, ce qui ne sera pas aisé. Paul Martin a peut-être gagné, mais il a perdu la majorité et a laissé au passage son équipe faire une lutte sans merci aux partisans de Jean Chrétien. L'amertume est profonde et beaucoup lui en veulent. Or les règles du Parti libéral exigent la tenue d'un vote de confiance à l'endroit du chef dès le premier congrès qui suit des élections générales, soit dans les deux ans.

En plus d'avoir à manœuvrer au Parlement, Paul Martin devra surveiller ses arrières au sein de son parti. Son équipe s'est montrée championne en matière de luttes intestines, mais elle a aussi affiché sa faiblesse quand vient le temps de gouverner. Les cinq premiers mois de M. Martin au pouvoir en ont fait la preuve. Si le chef libéral veut arriver à ses fins sur les fronts partisans et gouvernementaux, il devra faire le ménage dans son entourage et donner plus de solidité au bureau du premier ministre.

Le chef conservateur Stephen Harper doit pour sa part consolider l'union de la droite. Les résultats de lundi montrent qu'il reste du chemin à faire, non seulement dans les Maritimes et au Québec, mais dans la plupart des grands centres urbains du pays. Le parti n'a pu percer à Winnipeg et a perdu du terrain en Colombie-Britannique. À Toronto, les 22 circonscriptions centrales l'ont boudé.

M. Harper se retrouve avec un parti de nouveau do-

miné par l'ouest du pays et il le perçoit aussi comme le porte-parole de cette région, à en croire son discours de lundi soir. Or le PC doit, en vertu de l'accord de fusion intervenu à l'automne dernier, tenir un congrès de fondation et d'élaboration des politiques. Le plus tôt serait au printemps 2005. L'exercice risque de se faire, dans bien des endroits, sans l'appui des conservateurs-progressistes, ce qui peut nuire au recentrage que M. Harper a tenté d'opérer depuis son élection au poste de chef en mars. Les résultats électoraux montrent que beaucoup de Red Tories ont déserté le navire alors que les tenants du conservatisme social, eux, se mobilisent déjà pour le congrès.

Si M. Harper veut faire mieux lors des prochaines élections, il doit réussir à modérer son parti, à éliminer les épines qui lui sont restées aux pieds durant toute la campagne. Il ne peut laisser le PC devenir un clone du Reform ou de l'Alliance. Pour cette raison, le congrès sera crucial.

Paul Martin a hérité d'un casse-tête à géométrie variable qui ne peut être résolu de façon permanente. Le compromis sera le nerf de la guerre. La coopération aussi. Il a promis un gouvernement minoritaire «stable», Stephen Harper a dit vouloir agir de la même manière dans l'opposition. Ils n'ont pas vraiment le choix, leur survie politique en dépend. Les deux ont besoin de temps.

mccornellier@ledevoir

## FILIATRAULT

velle directrice artistique a été faite parmi «quelques autres candidats».

Mme Filiatrault précise que Mercedes Palomino l'avait pressentie pour diriger artistiquement le TRV il y a une dizaine d'années mais que la fondatrice lui avait finalement préféré «son ami» Guillermo de Andrea. La même Palomino a demandé à deux reprises à la même Filiatrault de siéger parmi le sextuor de sages. «Mon idée était faite et je n'avais pas à discuter avec d'autres personnes.»

La dame de 73 ans annonce que sa nouvelle affectation durera «deux ou trois ans, peut-être cinq, on verra». Elle pense déjà à sa première programmation, que l'on verra sur les planches en 2005-06. Elle lit beaucoup de pièces. «À l'époque, j'ai amené Les Belles-sœurs ici. J'espère trouver un autre Michel Tremblay, pourquoi pas?» Elle songe à «de jeunes metteurs en scène, à des gens établis aussi». Chose certaine, elle se réservera une mise en scène et ne pourra plus travailler pour les productions théâtrales du Festival Juste pour rire, où elle a connu plusieurs succès au cours des dernières années.

Elle sait que les difficiles conditions financières du TRV limiteront ses possibilités. Le déficit dépasse le million et demi de dollars, selon plusieurs sources.

«C'est un boulet que Denise et moi avons à traîner, mais nous n'en sommes pas responsables», commente Lorraine Beaudry, la nouvelle directrice générale qui a commencé sa carrière de femme de théâtre au Rideau Vert dans les années 1970. «Nous allons gérer de façon plus serrée et redresser la situation.»

Reste la question des responsabilités partagées pour expliquer la crise profonde du Rideau Vert. Serge Turgeon, décédé tragiquement le mois dernier, rejetait la faute sur deux mauvaises récentes saisons. Le Conseil des arts du Canada révélait récemment au *Devoir* que le déficit a commencé à s'accumuler il y a cinq ans. Les salaires démesurés versés à Mme Palomino et à M. Turgeon lui-même, pendant des années, ont également joué un rôle négatif. Mme Beaudry annonce que son salaire et celui de Mme Filiatrault respectent les normes du secteur.

Le conseil d'administration, qui vient de choisir Mme Filiatrault, aurait-il aussi sa part de responsabilité, ne serait-ce que pour ne pas avoir réagi avant? «Je ne suis ici que depuis octobre», répond M. Etcheverry. Notre mandat actuel concerne l'avenir. Les nominations que nous venons de faire vont dans ce sens.»

Le Devoir